

POUR AVOIR MIS À NU LES DIGNITAIRES DU ROYAUME MAROCAIN MOUILLÉS
DANS DES SCANDALES DE CORRUPTION

Le journaliste Omar Radi lourdement condamné

P3

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN

d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro
Vendredi 4 - samedi 5 mars 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5480 - 18^e année

DIALOGUE
STRATÉGIQUE
ALGÉRIE - ÉTATS-UNIS

Une délégation
américaine
à Alger
les 9 et 10 mars

P3

L'INSPECTION GÉNÉRALE
DE LA PRÉSIDENTENCE EST MISE SUR PIED

Finie la politique de l'impunité !

LIRE EN PAGE 2

D'AUTRES VOLS DE
RAPATRIEMENT SONT PRÉVUS

Nos premiers
ressortissants de l'Ukraine
arrivent au pays

LIRE EN PAGE 2

SELON LE D^r LYÈS
AKHAMOUK



La 4^e vague de
Covid-19 pourrait
être la dernière

P5

IL REJOUE LA CARTE
D'IMMIGRATION
CONTRE MADRID

Les faux calculs
de Rabat

P3

HIPPODROME EMIR
ABDELKADER - ZEMMOURI,
CET APRÈS-MIDI À 15H30



Un quinté fort
homogène

P14

L'INSPECTION GÉNÉRALE DE LA PRÉSIDENTIE EST MISE SUR PIED

Finie la politique de l'impunité !

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a installé jeudi l'Inspection générale de la Présidence de la République, dont les prérogatives s'étendent à tous les secteurs à l'exception de la Défense nationale et les activités juridictionnelles, a précisé un communiqué de la Présidence.

Ainsi, avec l'installation de l'Inspection générale rattachée à El Mouradia, le processus de changement promis par le président Tebboune, aura franchi un grand pas en avant, notamment en ce qui concerne le renforcement du contrôle des services de l'État et de la gestion au niveau des administrations et des Institutions publiques. En effet, l'installation de cette inspection de l'État et des collectivités locales, organe placé sous l'autorité du président de la République, figure dans la liste des 54 engagements du président Tebboune pour l'édification d'une Algérie nouvelle, où la confiance du citoyen est restaurée à la faveur d'un contrôle des actions des responsables, un renforcement de la gouvernance et la lutte contre la corruption. Ces démarches devront aboutir à une « lutte



contre la politique d'impunité », un point sur lequel insiste le président Tebboune en soulignant, à chaque occasion, la consécration de la transparence en vue de rétablir la confiance du citoyen en son État, affirmant que le citoyen demeure au centre de toutes ses préoccupations. Le chef de l'État qui a de tout temps affirmé que ceci ne saurait se faire sans la « consécration du contrôle », avait annoncé, novembre 2021, la création d'une Inspection générale à laquelle sera dévolue la mission de contrôler l'application des décisions et des politiques publiques par les responsables, à travers des investigations sur le terrain menées par des inspecteurs dépêchés aux différentes wilayas pour enquêter dans « tous les secteurs à l'exception de la Défense nationale et les activités juridictionnelles ».

Ainsi, l'Inspection générale intervient au moyen de missions d'inspection et de contrô-

le qui peuvent être inopinées ou annoncées, et peut aussi être chargée par le président de la République, de toutes autres missions d'enquêtes ou d'investigations sur des situations particulières ou exceptionnelles, selon les dispositions du décret présidentiel du 28 décembre 2021 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Inspection générale. « L'objectif de créer une Inspection générale relevant de la Présidence de la République est de contrôler l'action et les activités des responsables, en ce sens qu'aucun responsable ne pourra être au courant des visites de cette inspection », avait affirmé le président Tebboune. Au fait des modalités de gestion au niveau local et forte de ses contacts directs avec les différentes franges de la société, l'Inspection générale veillera au grain sur la mise en œuvre des décisions gouvernementales et l'application des lois de la

République, et ce, à la faveur d'une évaluation permanente des performances des responsables en charge de la concrétisation des politiques publiques. L'Inspection générale de la Présidence de la République s'assurera aussi du respect des instructions du président de la République et de la mise en œuvre de ses orientations visant à améliorer la qualité de gestion des services de l'État et des collectivités locales, en sus de la qualité des prestations fournies par ces services au regard des besoins et des attentes des usagers et des citoyens. Les prérogatives de cet organe de contrôle s'étendent également pour couvrir l'application de la législation et de la réglementation régissant le fonctionnement des services de l'État, notamment les institutions et les organismes publics ainsi que les collectivités locales et les structures y relevant.

Sarah O.

UNE PREMIÈRE VAGUE DE 76 ALGÉRIENS EST ARRIVÉE JEUDI

Début de la fin du calvaire de nos ressortissants en Ukraine

Soixante-seize ressortissants algériens sont arrivés jeudi soir à Alger en provenance de Bucarest, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, portant rapatriement de tous les ressortissants algériens désirant rentrer au pays en raison du conflit en Ukraine. Ils ont été accueillis à leur arrivée à l'aéroport international d'Alger, à bord d'un vol d'Air Algérie, par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra. Dans une déclaration aux médias, Lamamra a indiqué que l'opération d'aujourd'hui (jeudi NDLR) est la première du genre et que d'autres vols sont prévus dans les prochains jours. « Les services de nos ambassades sont mobilisés au niveau des frontières avec l'Ukraine pour faciliter le transit des ressortissants



vers la Roumanie, la Hongrie et la Pologne, a souligné le chef de la diplomatie algérienne, notant toutefois « que le rapatriement ne se fait pas de façon obligatoire, mais en tenant compte du désir de nos ressortissants de rentrer ou non au pays ». Lamamra a précisé, à ce titre, que beaucoup de ressortissants algériens qui sont arrivés dans les capitales des pays

leurs compatriotes au niveau des frontières avec l'Ukraine, en leur proposant nourriture et hébergement. « Des familles étrangères ont aussi offert de l'aide aux ressortissants algériens », a ajouté le ministre, reconnaissant que la traversée de ces derniers du territoire ukrainien vers les frontières n'a pas été facile.

Ania Nch

EXAMENS DU BAC ET DU BEM

Les dates dévoilées

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé jeudi le calendrier des examens scolaires au titre de l'année 2022 qui se dérouleront du 6 au 16 juin prochains. Le MEN a précisé que le Brevet de l'enseignement moyen (BEM) sera organisé du lundi 6 au mercredi 8 juin, et le Baccalauréat devra avoir lieu du dimanche 12 au jeudi 16 juin 2022. Le même département a rappelé au passage l'annulation de l'examen de fin de cycle primaire pour la session 2022, soulignant que le passage à la première année moyenne pour les élèves de la 5e année primaire devant se faire en calculant la moyenne annuelle de l'évaluation continue (le total des moyennes des trois trimestres divisé par trois). Cet examen sera remplacé à compter de la prochaine année scolaire 2022-2023 par un examen de l'évaluation des acquis de la phase d'enseignement primaire, et ce, après la levée de l'organisation exceptionnelle de scolarité en vigueur en raison de la pandémie de Coronavirus (Covid-19) et la reprise de l'organisation normale, a précisé la même source. Saluant les efforts colossaux et le haut sens éducatif de toutes les composantes de la communauté éducative, le ministère de l'Éducation nationale a appelé tout un chacun à une préparation optimale des examens du BEM et du Baccalauréat. Le ministère a également souhaité le succès et la réussite à l'ensemble des élèves et soulagement aux parents.

Ania Nch

APN

Quatre projets de loi examinés en commission

La Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés a tenu, jeudi, une réunion pour statuer sur les articles de quatre projets de loi qui lui ont été soumis, a indiqué un communiqué de l'Assemblée populaire nationale. Lors de cette réunion présidée par Mohamed Aziz, la commission a « statué sur les articles de quatre projets de loi qui lui ont été soumis » et qui font « l'objet de débat », selon le communiqué. La Commission « avait entamé, il y a deux semaines, l'examen des dispositions de quatre projets de loi, à savoir, un projet de loi organique définissant les modalités d'élection des membres du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), ses règles d'organisation et de fonctionnement, un projet de loi portant découpage judiciaire, un projet de loi modifiant et complétant l'Ordonnance n 75-59 portant Code de commerce, ainsi qu'un projet de loi portant organisation, composition et prérogatives de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption », a précisé le document.

S. Oub

DIALOGUE STRATÉGIQUE ALGÉRIE- ÉTATS-UNIS

Une délégation américaine à Alger les 9 et 10 mars

La crise ukrainienne, l'opération militaire russe dans ce pays et les sanctions décidées par les pays occidentaux contre la Russie, marquent quasiment toute l'activité diplomatique internationale, développée depuis une dizaine de jours essentiellement sur deux volets, politique et économique, aussi pressants l'un que l'autre.



La secrétaire d'État adjointe des États-Unis, Mme Wendy Sherman

Dans ce contexte, le département d'État américain a publié, jeudi, sur son site officiel, un communiqué annonçant que la secrétaire d'État adjointe des États-Unis, Mme Wendy Sherman se rendra, du 9 au 10 mars, à Alger où elle rencontrera le président Abdelmadjid Tebboune pour discuter de questions bilatérales et régionales. Selon la même source, elle rencontrera, le 10 mars, le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, et dirigera la délégation américaine pour le cinquième dialogue stratégique américano-algérien, et rencontrera également des lycéennes et des étudiantes participant à un programme STEM parrainé par les États-Unis et des représentants locaux d'entreprises américaines.

Ce déplacement s'inscrit dans un périple qui comprend, du 4 au 11 mars, en plus de l'Algérie, la Turquie, l'Espagne, le Maroc et l'Égypte. Pour rappel, la première session du dialogue

stratégique entre l'Algérie et les États-Unis s'est tenue à Washington, en octobre 2012. La délégation algérienne était conduite par le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, à l'époque, Abdelkader Messahel, qui avait eu, à cette occasion, des entretiens au département d'État et à la Maison-Blanche avec, notamment, Mme Wendy Sherman, qui était, à ce moment, la sous-secrétaire d'État aux Affaires politiques. La deuxième session s'est ensuite tenue, à Alger, en avril 2014, la troisième à Washington, en avril 2015, et la quatrième a eu lieu les 28 et 29 janvier 2019 à Washington, coprésidée par Abdelkader Messahel, devenu ministre des Affaires étrangères, et le Secrétaire d'État américain, Michael Pompeo.

C'est, donc, plus de trois ans après que va se tenir la cinquième session du dialogue stratégique entre l'Algérie et les États-Unis, dans un contexte international complètement bouleversé par la crise ukrainienne. Dans cette crise, les pays occidentaux, qui sont, sauf quelques rares exceptions, membres de l'OTAN, tentent de rallier les pays hors-OTAN à leurs positions, sans grand succès si on se réfère au résultat du vote de l'Assemblée générale de l'ONU d'une résolution non contraignante sur la crise ukrainienne. Ce résultat a fait ressortir que 5 pays ont voté contre et 35 pays se sont abstenus, alors que 141 pays ont voté pour. Les chiffres sont trompeurs car, quand on voit le détail des pays (superficie, population, poids économique), qui n'ont pas adhéré à la démarche occidentale et ceux qui ont approuvé cette démarche, la signification de ce vote prend un tout autre sens. L'objectif des pays occidentaux est de laisser croire que la Russie est isolée, mais la réalité des faits est plus nuancée, voire prouvant le contraire.

Parmi les pays qui se sont abstenus, il y a l'Algérie, la Chine, l'Inde, le Pakistan, les Émirats arabes unis, l'Afrique du Sud, le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, le Centrafrique... Indice probant, parmi d'autres: le Sénégal, qui assure la présidence de l'Union africaine, s'est opposé au recrutement, sur son sol, par l'ambassade d'Ukraine à Dakar, de mercenaires pour combattre contre l'armée russe. Côté sanctions économiques anti-russes, également, il semble bien qu'il y ait quelques couacs et pas des moindres: des sources médiatiques indiquent que TotalEnergies a décidé de rester en Russie et de conserver ses participations sur place et que l'entreprise Danone aussi n'envisage pas de se retirer de ce pays. En fait, devant les risques sérieux entraînés par l'effet boomerang, des pays et opérateurs qui sont tenus d'appliquer les sanctions, veulent préserver leurs intérêts en aménageant dans le dispositif de sanctions contre la Russie, des brèches, dont certaines sont tolérées sous le déguisement de « cas exceptionnels ».

M'hamed Rebah

POUR AVOIR MIS À NU LES DIGNITAIRES DU ROYAUME MAROCAIN MOUILLÉS DANS DES AFFAIRES DE CORRUPTION Le journaliste Omar Radi lourdement condamné

Le journaliste marocain Omar Radi, à l'origine de l'éclatement de plusieurs scandales de corruption qui ont ébranlé les dignitaires et nababs du Royaume, a payé le prix fort de son travail d'investigation qui l'a vu condamné en appel à six ans de prison ferme.

En effet, a rapporté hier, les médias locaux, la Cour d'appel de Casablanca a condamné ce journaliste symbole à six ans de prison ferme pour « viol » et « atteinte à la sûreté de l'État » lors d'une audience qui s'est déroulée jeudi soir. Son confrère Imad Stitou, quant à lui, a écopé d'un an de prison, dont six mois ferme pour « complicité de viol » dans la même affaire. Selon les mêmes sources, les peines contre les deux journalistes ont été assorties d'une amende de 200 000 dirhams (environ 19 000 euros) comme dédommagement à la partie civile, avec une contribution à hauteur d'un tiers pour Stitou. Cette affaire, un tissu de mensonges fabriqué par le Makhzen, a ciblé plusieurs opposants au régime marocain pour justifier leur emprisonnement.

Pour rappel, le procès en appel des deux journalistes a repris jeudi. Radi, jeune journaliste d'investigation âgé de 35 ans et militant des droits de l'homme, s'est fait connaître pour avoir été à l'origine du scandale de corruption dit des « serviteurs de l'État » qui a éclaboussé une centaine de dignitaires marocains, sinon des officiels de haut rang dans le royaume.

Face à ces scandales de corruption en série, en juillet 2020, Radi a été arrêté pour « viol et atteinte à la sûreté de l'État ». Des accusations que Radi n'a cessé depuis lors de réfuter devant la justice alors que la défense de l'accusé les estime d'« injustes » et d'« arbitraires ». En novembre 2021, l'ONG Human Rights Watch (HRW) a dénoncé les conditions dans lesquelles le journaliste a été condamné par le Tribunal de première instance de Casablanca. « Son procès a été entaché de nombreuses irrégularités. Le tribunal a refusé sans motif valable d'entendre les témoins à décharge de Radi, ainsi que d'autoriser ses avocats à interroger un témoin à charge cité par le ministère public », avait déploré l'organisation.

Farid G.

LE MAKHZEN REJOUÉ LA CARTE D'IMMIGRATION CLANDESTINE CONTRE L'ESPAGNE

Les faux calculs de Rabat

Les relations entre le Maroc et l'Espagne risquent de se tendre encore plus après la tentative « d'invasion », jeudi dernier, des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla par plus de 1200 migrants clandestins. L'incident qui n'est pas le premier du genre, puisque le Makhzen y avait recouru au mois de mai dernier a été condamné par le gouvernement de Madrid qui est de plus en plus irrité par, les gestes de provocation du Maroc qui avait annoncé, il y a quelques jours son intention de déployer des batteries de missiles dans certaines villes du nord à l'instar de Tetouan et Tanger. En effet, les autorités locales de Ceuta et Melilla ont annoncé que dans la nuit de jeudi dernier, quelque 1.200 migrants ont tenté de franchir la haute clôture protégeant l'enclave espagnole, sur la côte nord du Maroc et environ 350 d'entre eux y sont parvenus. Cette tentative intervient au lendemain d'une autre impliquant 2 500 migrants et moins d'une année après un afflux massif de milliers de candidats à l'émigration dans l'enclave de Ceuta, orchestré par les autorités marocaines. « À environ 06H00 (05H00 GMT) jeudi, le commandement de la Garde civile a aperçu un groupe d'environ 1 200 migrants s'approcher de la clôture », a indiqué la préfecture de Melilla dans un communiqué. Les candidats à l'émigration ont commencé à tenter, vers 07H25 (06H25 GMT), de franchir la clôture. Nous estimons qu'environ 350 sont entrés dans la

ville", a poursuivi le communiqué de la préfecture. Mercredi, 2 500 migrants avaient fait de même lors de la tentative de passage la plus massive jamais enregistrée dans cette enclave. Près de 500 ont réussi à entrer à Melilla. Sur l'ensemble de l'année 2021, 1 092 migrants ont réussi à entrer à Melilla, d'après les chiffres du ministère espagnol de l'Intérieur. Ces entrées massives dans l'enclave espagnole de Melilla interviennent moins d'une année après celle enregistrée les 17 et 18 mai derniers quand des milliers de candidats à l'émigration, dont de nombreux jeunes, ont afflué illégalement dans l'enclave de Ceuta, avec la complicité des garde-frontières marocains. En deux jours, jusqu'à 12 000 migrants ont traversé la frontière de l'enclave espagnole, "engloutissant" la ville de 80 000 habitants. Le gouvernement du riche Aziz Akhannouch, peine à faire accepter, par la population son programme économique et social tout comme il n'est pas parvenu à faire taire la contestation de sa politique de normalisation de ses relations diplomatiques avec l'entité sioniste.

Le Makhzen a poussé dans la pauvreté de larges couches de la société marocaine. Selon des études socio-économiques réalisées par un bureau d'études français, la classe moyenne n'est plus qu'un lointain souvenir. Le fossé s'est creusé entre les riches, soutenus par le makhzen et certains investisseurs européens qui ont jeté leur dévolu sur

les riads des quartiers antiques des villes marocaines pour en faire des résidences touristiques, des prêteurs sur gages israéliens et par des cercles dans le dernier carré de la famille royale. D'ailleurs, selon de nombreux analystes la menace d'une explosion sociale est de plus en plus évoquée dans les cercles du pouvoir marocain. À ce titre, des experts en désinformation et dans les actions anti-manifestations, ont séjourné récemment en Israël pour s'imprégner de l'expérience de l'entité sioniste face à l'intifadha dans les territoires palestiniens occupés.

LE MAKHZEN VERSE DANS LA DIVERSION

La jeunesse marocaine et en l'absence de perspectives d'avenir verse dans le trafic de drogue, la prostitution ou l'émigration clandestine. Récemment, des opposants marocains, installés en Europe, ont dénoncé l'apparition d'un tourisme sexuel encouragé même par des clubs et des tours opérateurs européens. De jeunes filles et garçons, pour gagner de quoi manger n'hésitent pas à faire de leurs corps un objet sexuel pour les riches venus d'Europe. Le royaume est en train de détrôner la Thaïlande dans ce domaine. Récemment, le gouvernement de Aziz Akhannouch, qui avait prévu d'opérer des ponctions sur les salaires des enseignants et des personnels de l'administration publique a décidé de faire machine arrière pour ne pas embraser encore plus le front social. Le gou-

vernement marocain pour financer l'effort de guerre au Sahara occidental et pour tempérer les retombées négatives de la pandémie qui ont accentué le déficit des dépenses publiques avait prévu de réduire certaines catégories de salaires. Mais face à la levée de boucliers de plusieurs organisations et syndicats, il a décidé d'annuler cette mesure. Le Makhzen qui a tout tenté pour gagner l'adhésion des Marocains à sa politique de normalisation avec l'Etat hébreu avait même tenté d'instrumentaliser le drame du petit Rayane mort dans un puits. Les télévisions aussi bien publiques que privées et certains sites qui lui sont proches ont tout tenté pour présenter ce drame comme l'occasion de renouveler son allégeance au roi M6, ont perdu sur toute la ligne, puisque sitôt l'enfant enterré, les Marocains ont repris la contestation. Aujourd'hui dans ses efforts de diversion, le Makhzen envoie des cohortes de jeunes désœuvrés à l'assaut des enclaves espagnoles. Les autorités de Ceuta ont accusé le Maroc d'avoir manipulé les mineurs pour les encourager à franchir la frontière afin d'exercer une pression sur Madrid dans le contexte de la crise diplomatique entre les deux pays née depuis la présence sur le territoire espagnol du président sahraoui, Brahim Ghali, pour des soins et la volonté de Rabat de déployer des missiles sur certaines villes côtières du nord du pays.

Slmane B.

ALORS QUE KIEV ET MOSCOU SE SONT ACCORDÉS SUR LES COULOIRS HUMANITAIRES

Les européens occultent le risque de l'arrivée de mercenaires

Alors que le monde en général met en garde contre la menace nucléaire, dans le sillage de la crise ukrainienne et la confrontation entre les membres de l'Otan, principalement les États-Unis et les pays membres de l'Union européenne avec la Fédération de Russie, sur les plans diplomatique, politique et économique, de nouvelles craintes se manifestent, sur un autre risque majeur, outre que le nucléaire, dont a fait part la Haute-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme mettant en garde la communauté internationale contre la menace nucléaire pour « l'ensemble de l'humanité ».

Il s'agit des appels de responsables occidentaux, dont celui du premier ministre britannique invitant des volontaires et mercenaires à aller « combattre » en Ukraine contre les soldats russes. Alors que la semaine passée des alertes sur l'enrôlement d'étrangers pour combattre en Ukraine sont restés lettre morte, avec l'absence de toute déclaration sur cette question, de responsables occidentaux, le ministère des Affaires étrangères du Sénégal affirme avoir « appris avec étonnement la publication jeudi dernier, sur la page Facebook de l'ambassade de l'Ukraine à Dakar d'un appel aux citoyens étrangers à venir à l'aide de l'Ukraine ».

Le diplomate ukrainien au Sénégal, Yuril Pyvovarov, invité au Mae Sénégalais « aux fins de vérifications et d'authentification de cette publication » selon le communiqué du ministère, l'ambassadeur, Pyvovarov a « confirmé l'existence de l'appel et l'enrôlement de 36 candidats volontaires », selon le communiqué, sans plus de précisions sur l'identité des sénégalais ayant répondu à l'appel en question.

Il n'est pas exclu de voir ce genre d'appel d'ambassadeurs ukrainiens, à travers le monde, notamment sur notre continent africain se multiplier, dans le sillage d'absence de toute réaction de capitales occidentales, des appels similaires lancées, la semaine passée, par le président ukrainienne et voire même du premier ministre britannique, Boris Johnson, au lendemain



Ph. DR

des déclarations du président Français, Emmanuel Macron, indiquant samedi dernier, que le conflit ukrainien va durer, et après lui, des responsables allemands, canadiens et américains.

Dakar, qui a condamné « fermement » l'appel en question de l'ambassadeur ukrainien à Dakar a tenu à rappeler, que « cette pratique constitue une violation de l'obligation de respect des lois et règlements de l'État accréditaire », sans manquer de rappeler que « le recrutement de volontaires, mercenaires et combattants étrangers sur le territoire sénégalais est illégal ».

Si au niveau des points frontaliers pour le passage des réfugiés fuyant l'Ukraine, vers les pays limitrophes, tels la Pologne, le tri sélectif sur une vision raciste à l'encontre des réfugiés non ukrainiens, africains, asiatiques, de pays arabes...etc, se fait au vu et au su non seulement des médias étrangers, présents sur les lieux, mais aussi du personnel du Haut-commissariat onusien des réfugiés. Il est à souligner que le Secrétaire général de l'ONU, comme les responsables occidentaux, observe un silence complice, laissant la détresse des réfugiés non ukrainiens davantage s'amplifier, jusqu'à passer des jours, livrés à eux-mêmes.

Certains parmi eux, rapportent des médias africains et arabes, ont été sommés de retourner en Ukraine « munis d'armes pour combattre les troupes russes », alors que d'autres ont été la cible des groupes armés néonazis mobilisés à Kiev, depuis le début des événements en Ukraine, il y a dix jours. Il est à rappeler que le silence des occidentaux ainsi que celui du SG de l'ONU, pose des interrogations, d'autant plus que le « tri sélectif » des réfugiés fuyant l'Ukraine et les risques d'enrôlement d'étrangers, notamment d'africains ont été exprimés, notamment par des Africains, y compris dans un communiqué de la commission de l'Union africaine. Tout en exprimant sa condamnation de l'appel de l'ambassadeur ukrainien à Dakar, Le Sénégal a aussi

exprimé « sa grave préoccupation face à la situation en Ukraine ». Le Sénégal qui assure, depuis le dernier Sommet de l'UA, la présidence de l'Institution africaine, a « réaffirmé (son) adhésion aux principes du non-alignement et du règlement pacifique des différends », indique un communiqué du gouvernement publié dans la soirée de mercredi soir.

DES NÉGOCIATIONS SUR FOND DE LA RÉALITÉ DU TERRAIN ET DU COURS DES TENSIONS ENTRE MOSCOU ET L'OTAN

Si le premier round des pourparlers entre les parties russe et ukrainienne, lundi dernier, à Gomel, en Biélorussie, n'a pas été sanctionné par, des annonces sur des ententes entre Moscou et Kiev, le second tenu, jeudi dernier, à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, les délégations ukrainienne et russe se sont accordées « sur la mise en place de couloirs humanitaires ».

Au début de ses pourparlers, le conseiller de la présidence ukrainienne, Mikhaïlo Podoliak a écrit, sur son compte Twitter, jeudi que « nous commençons à discuter avec les représentants russes. Les points clés à l'agenda sont un cessez-le-feu immédiat, un armistice et des couloirs humanitaires pour l'évacuation des civils des villes et villages détruits ou constamment bombardés » a-t-il déclaré, accompagnant, son message d'une photo des membres des deux délégations. Hier, au neuvième

jour des opérations militaires russes en Ukraine, avec un rythme de progression, jusqu'à être, à près de 30 kilomètres, hier, de la Capitale Kiev, Le président ukrainien a réclamé « un renforcement immédiat des sanctions » contre la Russie, dans un message vidéo, diffusé dans la matinée d'hier, journée qui a été marquée par la tenue de ses soutiens d'une réunion au niveau de l'Otan, en présence du chef de la diplomatie, américaine, Antony Blinken, qui vient d'entamer, vendredi, une tournée, européenne, d'une semaine, en se rendant en premier lieu, en Géorgie, pays non membre de l'Otan et de l'UE.

LAVROV : « C'EST DANS LA TÊTE DES HOMMES POLITIQUES OCCIDENTAUX QU'UNE GUERRE NUCLÉAIRE EST TOUJOURS PRÉSENTE »

Hier, la Défense russe a accusé Kiev d'avoir tenté de mettre en œuvre, dans la nuit de jeudi à vendredi, « une provocation monstrueuse » à la centrale nucléaire ukrainienne située à Zaporozie, la plus grande d'Europe. « vers 2 heures du matin, (alors qu'elle patrouillait dans la zone protégée adjacente à la centrale, la Garde nationale a été attaquée par un commando de sabotage ukrainien » a indiqué la même source, ajoutant que « depuis les fenêtres d'un bâtiment du complexe de formation situé à l'extérieur de la centrale électrique, le feu a été ouvert contre les militaires russes ».

Poursuivant, le ministère

russe indique que « les points de tir du commando ukrainien ont été neutralisés et qu'en quittant le bâtiment, le groupe de sabotage ukrainien a mis le feu au bâtiment », a déclaré le responsable au ministère de la Défense russe, Igor Konachenkov. D'après lui, les déclarations de Volodymyr Zelensky, qui ont suivi les faits et portaient sur une prétendue menace à la centrale nucléaire, « ne laissent aucun doute sur le fait qu'il s'agissait d'une provocation », a indiqué Volodymyr Zelensky. Lors de sa conférence de presse, jeudi, réagissant aux alertes des responsables occidentaux sur le risque d'une « guerre nucléaire », le chef de la diplomatie russe, Serguï Lavrov a mis en garde contre les conséquences d'une telle guerre, jugeant qu'« Il est clair, pour tout le monde, que la troisième guerre mondiale ne peut être que nucléaire, mais j'attire votre attention sur le fait que c'est dans la tête des hommes politiques occidentaux qu'une guerre nucléaire est toujours présente et non dans celle des Russes », affirme Lavrov. Mettant en exergue de récents propos de ses homologues français et britannique, respectivement, Jean-Yves Le Drian et Elizabeth Truss, évoquant « la dissuasion nucléaire et le risque de guerre avec la Russie », le Mae russe dira que « nous ne laisserons pas certaines provocations nous déstabiliser », ajoutant qu'ils « déclenchent une véritable guerre contre nous, ceux qui nourrissent de tels plans devraient y réfléchir », a-t-il mis en garde, regrettant également que la France ne suive plus sa « tradition ancienne du rôle de médiateur » dans la crise actuelle. La montée d'un cran dans les propos des occidentaux, du risque nucléaire, semble avoir réussi ces derniers jours, le grand risque auquel semble aller vers lui l'Europe, le chaos en Ukraine, calquer de la Syrie, Libye, Irak etc., par les appels, du président ukrainien, responsables occidentaux à la mobilisation des non-ukrainiens, mercenaires étrangers et même des groupes terroristes stationnés aux frontières Turquo-syriennes, lequel appel a été diffusé par des ambassades d'Ukraine dans des pays à travers le monde, dont le Sénégal, cité auparavant.

Karima B.

RUSSIE/UKRAINE

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni en urgence

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni hier en urgence à la demande du Royaume-Uni, suite aux opérations militaires russes menées dans la nuit sur la plus grande centrale nucléaire ukrainienne, selon des diplomates. Cette session, demandée également par les États-Unis, la France, la Norvège, l'Irlande et l'Albanie, a été convoquée sur demande du Premier ministre britannique Boris Johnson, ont précisé ces diplomates à la presse. Dans le sud de l'Ukraine, Zaporozie, plus grande centrale nucléaire d'Europe, a été touchée par des frappes d'artillerie russe, selon les Ukrainiens. Des bâtiments annexes de la centrale ont été touchés par un incendie. Hier, l'armée russe occupait la centrale. Le régulateur ukrainien a indiqué que le feu, qui avait touché un laboratoire et un bâtiment de formation, avait été éteint et qu'aucune fuite radioactive n'avait été détectée, selon la même source.

R. I.

RÉGULARISATION DU FONCIER AGRICOLE

L'ONTA auditionné au Parlement

Les membres de la commission de l'agriculture, de la pêche et de la protection de l'environnement de l'APN ont appelé à accélérer la régularisation de la situation du foncier agricole et la mise en place d'une carte des terres agricoles fertiles à mettre à profit dans le processus d'investissement.



Ph. DR

Lors de l'audition par la commission parlementaire, du directeur général de l'Office national des terres agricoles (ONTA), Mohamed Ameziane Lanasri, les membres ont insisté sur la nécessité d'accélérer la régularisation de la situation du foncier agricole et la mise en

place d'une carte des terres agricoles fertiles à mettre à profit dans le processus d'investissement. Lors de l'audition, conduite par le président de la commission, Lahcen Labid, les membres ont appelé le responsable de l'Office national des terres agricoles à

établir des statistiques exactes des terres agricoles, des terres abandonnées et inexploitées et des terres incultivables en vue de tracer la politique du foncier agricole. Les membres de la commission ont également appelé l'Office à participer à la régularisation des

assiettes foncières et à procéder à un assainissement agricole pour rendre la terre à ceux qui la cultivent par voie de concession et éviter son détournement de sa vocation économique. Le président de la commission spécialisée a souligné l'importance de l'Office national des terres agricoles en tant que protecteur du foncier agricole et de premier responsable de la régularisation de sa situation et de son assainissement, mettant l'accent sur l'impérative révision des lois régissant le secteur agricole pour lui permettre de s'imposer comme une alternative aux hydrocarbures. Pour sa part, Lanasri a indiqué que l'Office était en difficulté financière, précisant que le financement de ses activités est limité aux seuls revenus issus des redevances soumises au décret 12/124 du 19 mars 2012.

Ania Nch

LE DR AKHAMOUK FAIT LE POINT

SUR LA COVID-19

« La vague précédente pourrait être la dernière »

Membre du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus, le docteur Lyes Akhamouk a indiqué que l'immunité collective n'est pas atteinte chez les Algériens, affirmant que c'est plutôt le virus qui a perdu sa « force ». En effet, lors de son intervention sur les ondes de la radio régionale de Sétif, Dr Akhamouk a précisé que « l'immunité naturelle reste incapable de résister aux variants ». « Il n'y a aucune étude scientifique confirmant l'existence de l'immunité collective », insiste Akhamouk qui a appelé, dans ce sens, à la poursuite de la campagne de vaccination pour obtenir plus d'immunité jusqu'à la fin de l'année au moins. Le membre du Comité scientifique pour le suivi de l'évolution de l'épidémie, s'est dit optimiste quant à la situation épidémiologique en Algérie. « On va vivre avec le Corona, qui est devenu un simple virus saisonnier, et qu'on va le traiter par la vaccination continue ». Il a estimé en outre que la vague précédente pourrait être la dernière ou l'avant-dernière, argumentant que la durée de la pandémie dans l'histoire est toujours de deux ans ou deux ans et demi, « et c'est qui se passe actuellement avec le Coronavirus, où ses nouveaux variants sont devenus non dangereux, au vu de la baisse des infections depuis le 25 janvier en Algérie et dans le monde ». De son côté, le ministre de la Santé Abderrahmane Benbouzid a abordé lors de l'inauguration jeudi d'une nouvelle polyclinique située à la Concorde, dans la commune de Sidi M'hamed, à Alger, la décrue de la pandémie de Covid-19 qui se poursuit en Algérie. Revenant sur la situation épidémique et comparant la décrue de la quatrième vague à la fin de la troisième vague, le ministre de la Santé a déclaré : « Nous sommes descendus à des niveaux plus bas que ceux enregistrés lorsque nous avions dit que la troisième vague était terminée ». Benbouzid dit « espérer » que le nombre de nouveaux cas de Covid-19 « va encore baisser ». « Si l'on comptabilise les nouveaux cas de grippe dans la journée, je pense que l'on trouverait plus de cas de grippe (que de Covid) », a-t-il ajouté. Le ministre de la Santé, a expliqué qu'au vu de la virulence de la troisième vague, la quatrième vague de la pandémie « était moins dure que ce que nous craignons ». « En 2022, avec le concours de tous, le secteur de la Santé devrait changer de forme dans un seul et unique but : obtenir la confiance des citoyens et leur apporter la qualité de soins qu'ils méritent », a-t-il assuré.

Sarah O.

BOUIRA

Hommage posthume au Faucon de djebel Zbarbar

Un vibrant hommage a été rendu jeudi au commandant de l'Armée de libération nationale Si Lakhdar (1934/1958) à l'occasion de la commémoration du 64e anniversaire de sa mort au champ d'honneur lors d'une cérémonie présidée par les autorités locales.

Dans le cadre des festivités marquant cet hommage, les autorités locales, le wali Lakehal Ayat Abdeslam et les responsables civils et militaires de la wilaya, ont procédé, dans la matinée, au lancement du championnat national de sport universitaire qu'abrite la salle omnisports Rabah Bitat de la ville de Bouira, avec la participation de 11 wilayas, dont Alger, Tizi Ouzou, Médéa, Bouira, Ain Defla, M'Sila, Tipasa, Chlef et Bordj Bou Arréridj. Le commandant Si Lakhdar est né le 6 novembre 1934 au sein d'une famille pauvre originaire du petit village Guer-gour. Ce héros de la Révolution pour la libération du pays, de son vrai nom Rabah Mokrani, connu sous le nom de guerre "Si Lakhdar", au déclenchement

de la Révolution, on lui confie la mise en place des premières cellules combattantes dans la région de Lakhdar et Ain-Bessam. En 1956, il a été nommé chef des unités de combat de choc de l'ALN, puis chargé, en compagnie du chahid Ali Khodja, de la formation des commandos d'élite de la Wilaya IV historique. Surnommé le "Faucon de djebel Zbarbar", le commandant Si Lakhdar mena, entre 1956 et 1958, plusieurs opérations militaires audacieuses, notamment à Tablat, Sour-el-Ghozlane, Lakhdar (ex- Palestro), Bordj-el-Bahri, Beni-Slimane et Djebel Bouzagza, qui occasionnèrent d'énormes pertes dans les rangs de l'armée d'occupation, selon les témoignages de certains anciens moudjahidine de la région. Chargé par le colonel Si M'hamed Bouguerra, son chef hiérarchique au niveau de la Wilaya IV historique, d'organiser les structures militaires locales et la planification des opérations militaires, Si Lakhdar saisit cette occasion pour structurer les unités combattantes

affectées à travers les maquis de la Wilaya IV. Il mettra, en outre, au point de nouvelles techniques de guérilla en zone rurale, grâce auxquelles les troupes de l'ALN vont réussir à contrecarrer les offensives répétées de l'armée coloniale et lui infliger de lourdes pertes, à l'exemple des revers subis par cette dernière à Sacamodi, Ouled-Moussa et Oued-El-Maleh. Mortellement touché lors d'un accrochage survenu dans la nuit du 4 au 5 mars 1958 à Djebel Boulagroune, le commandant Si Lakhdar succombera à ses blessures, en dépit des tentatives d'exfiltration entreprises par les éléments de la "Katiba Zoubiria", dirigée à l'époque par le commandant Ali Khodja. Si Lakhdar a été enterré, dans la discrétion la plus totale, au douar Zenine, situé en contrebas de Djebel Boulagroune, où une stèle a été érigée, à l'indépendance, en hommage à ce grand chef militaire, tombé au champ d'honneur à la fleur de l'âge.

R. R.

BATNA

Commémoration du 64e anniversaire de la mort du chahid Benbatouche

La wilaya de Batna a commémoré, jeudi, le 64ème anniversaire de la mort du commandant Abdelali Benbatouche alias Allaoua, en présence du wali Toufik Mezhoud, des autorités locales, des membres de sa famille, de moudjahidine et de citoyens. La commémoration a eu lieu au village Tazeght dans la commune de Seggana, et a été marquée par la lecture au cimetière des martyrs de la Fatiha du Saint Coran et au dépôt d'une gerbe de fleurs sur la stèle commémorative à la mémoire des martyrs de la Révolution libératrice. Les présents ont assisté à la présentation d'une brève allocution sur le parcours du chahid, son mili-

tantisme et son action révolutionnaire, donnée par le représentant de la kasma des moudjahidine de Seggana. L'orateur a mis l'accent sur l'esprit patriotique du défunt Abdelali Benbatouche qui avait rejoint le maquis, alors qu'il était déten-

teur du baccalauréat et licencié, au lendemain de la grève des étudiants algériens dont il fut l'un des principaux responsables. L'intervenant a salué aussi le rôle des chouhada qui ont sacrifié ce qu'ils avaient de plus cher pour le recouvrement

de l'indépendance de l'Algérie et invité les jeunes à les prendre comme modèles pour contribuer à la construction du pays. La délégation s'est rendue ensuite à l'école primaire Ahmed Bennacer, où diverses activités ont été organisées à

l'occasion par l'association chahid commandant Abdelali Benbatouche qui est tombé au champ d'honneur le 3 mars 1958 à son retour de Tunisie au niveau de la ligne électrifiée Morice.

A. N.

Le film sur Larbi Ben M'hidi présenté courant 2022

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebigua, a révélé jeudi à Oum El Bouaghi, à l'occasion de la commémoration du 65ème anniversaire de la mort du chahid Larbi Ben M'hidi (1923/1957), que le film cinématographique réalisé sur le héros de la Révolution sera présenté courant 2022.

En marge de la baptisation du CFP de la ville d'Ain M'lila (65 km à l'Ouest d'Oum El

Bouaghi), du nom du chahid Grabsi Abdelmadjid, le ministre a déclaré à la presse que la commission mixte des ministères des Moudjahidine et des Ayants-droit et de la Culture et des Arts a terminé l'étude relative aux réserves émises sur ce film ajoutant qu'aucune atteinte, aussi infime soit-elle, au chahid Larbi Ben M'hidi ne sera tolérée, car il s'agit d'une responsabilité historique, d'où la nécessité de préserver fidèlement l'image

que se font les Algériens de cette figure de la Révolution. Rebigua a indiqué que la société de réalisation de ce film terminera son travail et le remettra courant 2022, soulignant que l'année en cours verra la célébration du 60ème anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale qui sera une opportunité idoine pour présenter ce film tant attendu.

A. N.

Les États-Unis vont rouvrir leur consulat à Cuba

FERMÉ DEPUIS 2017

Le consulat américain à Cuba, fermé depuis 2017 en raison de supposés incidents de santé ayant touché des diplomates, va reprendre la délivrance de visas de manière "limitée" et "progressive", au moment où l'île est confrontée à un exode migratoire.

"Nous sommes heureux d'annoncer que l'ambassade des États-Unis à La Havane va commencer la reprise limitée de certains services de visas pour les migrants, dans le cadre d'une extension progressive des services de l'ambassade", a déclaré jeudi Timothy Zúñiga-Brown, chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis à La Havane, s'exprimant en espagnol face à la presse.

Cette mesure, qui s'accompagnera d'un retour à Cuba d'un nombre plus élevé de diplomates américains, visera à "faciliter l'engagement diplomatique, l'engagement envers la société civile (cubaine) et une prestation plus large de services consulaires", a-t-il ajouté, sans donner de date précise. "Les services de visas pour les migrants sont une voie sûre et légale pour la réunification des familles" séparées entre Cuba et États-Unis, a-t-il insisté.

L'annonce survient alors que, sous l'effet de la pandémie et du renforcement des sanctions américaines, Cuba traverse sa pire crise économique en 30 ans, poussant nombre d'habitants à chercher à émigrer à tout prix, certains par la mer mais la majorité par l'Amérique centrale, pour remonter jusqu'à la frontière américaine. Un exode dangereux et compliqué par la fermeture du consulat en septembre 2017, ordonné par Donald Trump en raisons de supposés incidents de santé (migraines, vertiges, troubles de la vision...) - surnommés "syndrome de La Havane" - ayant touché des diplomates en poste sur l'île. Pour les Cubains, l'obtention d'un visa pour les États-Unis est alors devenue une course d'obstacles, avec l'obligation de passer par un pays tiers, à ses frais, pour faire sa demande.

LE GUYANA, EN ATTENDANT

"Pendant que nous travaillons pour atteindre cet objectif, l'ambassade à Geor-

ÉGYPTE

Quatre terroristes condamnés à mort pour le meurtre de plusieurs policiers

Un tribunal égyptien a condamné jeudi quatre terroristes à la peine de mort pour avoir tué des policiers, a rapporté le journal officiel Al-Akhbar. Vingt-six autres terroristes se sont vu infliger des verdicts variés, allant d'une peine d'emprisonnement à perpétuité, qui est de 25 ans en Égypte, à 7 ans de prison, pour participation à des groupes terroristes, meurtre et tentative de meurtre sur plusieurs policiers, possession d'armes et sabotage de propriétés de l'Etat. L'affaire remonte à 2014 lorsque 30 terroristes membres d'une cellule ont été arrêtés, en possession de documents et de cartes, pour avoir détruit des voitures de police et posé des bombes près de points de contrôle de sécurité. L'Égypte a été témoin d'une vague d'attaques qui ont fait des centaines de morts et de blessés parmi les policiers et les soldats après que l'armée ait destitué le président Mohamed Morsi en 2013.



getown, au Guyana, continuera d'être le lieu principal de traitement des demandes de visas des migrants cubains", a précisé le chargé d'affaires jeudi. L'interruption du service consulaire "a affecté beaucoup de gens économiquement", obligés d'aller demander leur visa au Guyana, racontait justement à l'AFP, peu avant l'annonce, Néliida Bartolon, employée de 48 ans. "Il y a beaucoup de gens qui veulent partir, qui prennent un canot pour aller là-bas (aux États-Unis, ndlr) ou en passant par un pays tiers", témoignait aussi Felipe Mesa, retraité de 75 ans. Pour le politologue Rafael Hernandez, les États-Unis ont bafoué "délibérément" l'accord migratoire avec Cuba, qui prévoyait l'attribution de 20.000 visas annuels. On assiste donc à "une sorte de Mariel silencieux", dit-il en référence à la crise de 1980, quand des milliers de Cubains avaient pris la mer pour s'exiler, en partant depuis le port de Mariel, près de La Havane.

Le nombre de Cubains sans papiers sur le territoire américain a explosé entre 2019 et 2020, passant de 21 000 à 40 000, explique-t-il. La forte réduction du personnel diplomatique américain à Cuba reflète aussi les tensions entre les deux pays à partir de l'arrivée à la Maison blanche de Donald Trump, qui a mis fin à la politique d'ouverture de son prédécesseur Barack Obama, artisan du rétablissement des relations diplomatiques bilatérales en 2015. Avec l'arrivée du démocrate Joe Biden en

2021, le gouvernement cubain espérait que les choses s'améliorent, en vain. La réouverture du consulat "n'a rien à voir avec la volonté de reprendre la politique d'Obama", estime Rafael Hernandez, il s'agit simplement de "faire marche arrière après les atrocités commises" par Trump.

PAS D'OUVERTURE

Michael Shifter, président du groupe de réflexion Dialogue Interaméricain, basé à Washington, est du même avis. "Ce serait une erreur d'interpréter (un tel geste) comme le début d'une ouverture significative envers l'île". C'est plutôt une décision soutenue par les républicains comme les démocrates, "sans coût politique pour l'administration Biden".

Et, face à la possibilité que les démocrates perdent le contrôle des deux chambres lors des élections de mi-mandat en novembre, "il est difficile d'imaginer qu'il y ait d'autres changements" du gouvernement américain vis-à-vis de Cuba. Surtout après les nombreuses critiques formulées ces derniers mois par Washington pour dénoncer les lourdes peines infligées aux manifestants du 11 juillet 2021. Jeudi, un haut responsable de l'ambassade a rappelé, à propos du retour de diplomates américains à Cuba, que "la sécurité de notre personnel est d'une importance primordiale", alors que le syndrome de La Havane reste à ce jour inexpliqué par les scientifiques, qui ont multiplié les hypothèses.

ASSAUT DU CAPITOLE

Trump a violé la loi, estime la commission parlementaire ad hoc

Donald Trump et ses alliés ont pris part à des activités criminelles dans le but de renverser l'élection présidentielle de 2020, a avancé mercredi soir la commission parlementaire chargée d'enquêter sur l'assaut du Capitole américain par une foule de partisans de l'extrême-droite. La commission détient suffisamment d'éléments pour "conclure de bonne foi que le président et les membres de sa campagne se sont engagés dans une conspiration criminelle visant à frauder les États-Unis", a-t-elle écrit dans un mémoire obtenu par plusieurs médias américains. Les déclarations de la commission ne forment pas sa conclusion finale, l'enquête étant toujours en cours. Elle n'en est pas moins accablante contre M. Trump, qui s'est battu pour s'accrocher au pouvoir

après avoir perdu contre Joe Biden. La commission a rédigé son mémoire à la suite d'une requête judiciaire visant à obtenir l'accès aux documents de l'avocat de droite John Eastman, ont rapporté des médias américains.

Cet allié de M. Trump est celui qui avait rédigé un mémo désormais célèbre décrivant comment, selon lui, le vice-président Mike Pence pouvait empêcher les législateurs de certifier la victoire électorale de Joe Biden sur Donald Trump lors de ce qui aurait normalement été une session de routine du Congrès le 6 janvier 2021. En fin de compte, M. Pence avait refusé de le faire. La commission estime que cet acte constitue une violation d'une loi américaine qui criminalise le fait de "conspirer pour commettre un délit contre les États-Unis ou pour frauder les

États-Unis ou l'une de leurs agences, de quelque manière ou à quelque fin que ce soit". Donald Trump, alors l'un des plus puissants utilisateurs de Twitter, avait des mois durant -- et bien avant l'élection -- instillé l'idée chez ses dizaines de millions d'abonnés que l'élection pourrait être truquée. Le 6 janvier, juste avant l'assaut meurtrier du Capitole, il avait fustigé une prétendue fraude électorale lors d'un meeting devant la Maison Blanche et appelé la foule à "se battre". Le républicain a essuyé un deuxième procès en destitution à la suite de l'assaut du Capitole, mais a été acquitté par le Sénat qui le jugeait pour "incitation à l'insurrection". Il domine toujours le parti républicain et laisse régulièrement entrevoir sa volonté de briguer un second mandat en 2024.

NICOLAS MADURO, PRÉSIDENT VÉNEZUÉLIEN :

« Les sanctions contre la Russie sont un crime »

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a qualifié mercredi de "crime" et de "folie" la batterie de sanctions occidentales contre la Russie en représailles à l'invasion de l'Ukraine. "C'est un crime ce qu'ils font contre le peuple russe, une guerre économique", a déclaré à la télévision nationale M. Maduro, qui a multiplié ces derniers jours les déclarations de soutien à un de ses rares alliés sur la scène internationale.

"Ils les ont sortis du système Swift, ils ont fermé leur espace aérien, ils ont fermé toutes les liaisons commerciales, ils ont fermé et interdit l'utilisation du dollar, c'est de la folie ce qu'ils font avec la Russie", a-t-il poursuivi. "Les guerres économiques (...) doivent prendre fin dans le monde, les problèmes du monde doivent être réglés par des moyens diplomatiques et politiques, en préservant la paix dans le monde", a estimé M. Maduro.

Nicolas Maduro a rappelé qu'il s'était entretenu téléphoniquement avec son homologue russe Vladimir Poutine mardi, soulignant: "Il m'a expliqué en détail toute l'opération militaire (...) toutes les menaces contre la Russie. J'ai senti chez le président Poutine de la sérénité, de la sagesse, de la force morale". Le président Maduro a aussi espéré que les négociations entre l'Ukraine et la Russie donnent "des résultats favorables qui rétablissent la paix et stabilité dans la région".

Moscou est un des principaux alliés de Nicolas Maduro dont la réélection en 2018 n'a pas été reconnue par une partie de la communauté internationale et notamment par les États-Unis qui cherchent à l'évincer du pouvoir avec en particulier des sanctions économiques. Avant l'invasion, le président chaviste avait lancé: "Le Venezuela est avec Poutine, il est avec la Russie. Il est avec les causes courageuses et justes dans le monde".

Il avait aussi rappelé que son prédécesseur et mentor Hugo Chavez (1999-2013) avait soutenu la Russie lorsque celle-ci était intervenue en Géorgie, y volant au secours de la république autoproclamée d'Ossétie du Sud. Moscou et Caracas se sont rapprochés sous la présidence de feu Hugo Chavez, le Venezuela, alors florissant grâce à une production pétrolière au firmament, achetant, entre autres, des armes à la Russie.

PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE

Macron annonce être candidat à un deuxième mandat

Le président français Emmanuel Macron a formellement annoncé être candidat à un deuxième mandat jeudi soir, à 38 jours de l'élection présidentielle et à la veille de la date limite du dépôt officiel des candidatures. Dans une "Lettre aux Français" publiée sur le site de plusieurs médias, le président Macron fixe de grands axes pour un prochain mandat, affirmant notamment qu'il "faudrait travailler plus" et poursuivre la baisse des impôts. "Nous n'avons pas tout réussi. Il est des choix qu'avec l'expérience acquise auprès de vous je ferais sans doute différemment", reconnaît-il.

S T R E O P S

SÉLECTION NATIONALE

M'bolhi et Oukidja donnent des soucis à Belmadi

À l'approche de la double confrontation contre le Cameroun comptant pour les barrages qualificatifs au Mondial-2022, l'entraîneur national, Djamel Belmadi, devra ouvrir plusieurs dossiers liés à l'effectif auquel il va faire appel pour la circonstance.

Et comme un malheur n'arrive jamais seul, le coach national se retrouve face à un nouveau casse-tête chinois. On fait allusion au poste de dernier rempart, puisque les deux premiers gardiens de but des Verts ne sont pas dans le top de leur forme, ce qui donne des soucis pour le patron technique du "Club Algérie".

En effet, le N.1 de la cage algérienne, Raïs M'bolhi, traverse une situation délicate avec son club saoudien d'Al Ittifaq. Ce dernier, qui occupe une peu reluisante 15e position au classement, reste sur une série négative de matchs sans victoire et un entraîneur viré.

Mbolhi, lui, continue de faire les frais des bourdes de sa défense. Une faiblesse que reflètent les statistiques : 21 matches joués et 36 buts encaissés. Ce qui fait de la défense de cette équipe la plus mauvaise du championnat, après celle d'Al Taawon, qui a pris l'eau 38 fois.

La plupart de ces buts ont secoué les



Phs : DR

filets de M'bolhi, car ce dernier ne présente plus les garanties d'avant, celles qui faisaient de lui l'un des meilleurs gardiens d'Arabie saoudite. Depuis quelques semaines d'ailleurs, le gardien de l'EN n'a plus la même assurance.

Dans la continuité de la CAN ratée de l'EN, M'bolhi a des difficultés à s'imposer. Les plus optimistes affirment qu'il ne s'agit que d'un passage à vide sans le moindre danger, car Raïs nous a habitués à mieux, et surtout à des retours en force après chaque baisse de forme. Le portier algérien a toujours su comment rebondir à chaque fois qu'il rejoint les Fennecs en étant dans de mauvais draps au sein de son club. C'est cela qui lui a permis de conserver son poste de titulaire en sélection

depuis 2010. Mais sa forme actuelle devrait inquiéter le staff des Verts, d'autant que ses concurrents ne se portent pas bien, notamment Oukidja relégué au rang de remplaçant à Metz.

Heureusement pour Belmadi que le troisième portier des Verts, en l'occurrence, Mustapha Zeghba, est en train de réussir une excellente saison en Arabie Saoudite. Il est tout simplement le meilleur keeper du championnat de ce pays.

Un autre portier espère profiter de la situation difficile d'Oukidja pour intégrer les rangs des Verts. Il s'agit de Gaya Merbah, qui vient d'atterrir au Raja Casablanca en provenance du CRB, tout en réussissant des débuts en fanfare.

Hakim S.

À PEINE NOMMÉ SÉLECTIONNEUR DU CAMEROUN

Song rouvre le dossier Matip

Les responsables de l'équipe nationale du Cameroun sont passés à la vitesse maximale pour préparer une équipe capable de passer l'écueil de la sélection algérienne lors des barrages qualificatifs à la Coupe du monde Qatar 2022.

Après avoir bouclé le dossier du staff technique en nommant Rigobert Song à la tête des Lions indomptables, l'heure est désormais pour le renforcement de l'effectif avec les meilleurs joueurs lors de cette date cruciale. Selon le site camerounais "Actufoot", le nouvel entraîneur, Rigobert Song, s'est envolé pour l'Allemagne, accompagné du président de la fédération locale de football, Samuel Eto'o, pour s'entretenir avec le père du joueur de Liverpool, Joël Matip, et pour persuader ce dernier de revenir défendre les couleurs de son pays d'origine. La même source a affirmé que Song et Eto'o



affichent un grand optimisme quant à revenir de ce voyage avec l'accord du joueur sur lequel ils tablent énormément en vue de la double confrontation contre les Verts prévue pour fin mars prochain. Matip a déjà porté les couleurs de l'équipe nationale du Cameroun, avec qui il a disputé son dernier match en 2015 contre la

Gambie, avant d'annoncer sa retraite en raison de ses problèmes avec les entraîneurs qui se sont succédé à la tête de la barre technique de la sélection, rappelle-t-on.

Du coup, on s'attend à ce que le retour de Joël Matip constitue un apport de taille pour l'équipe nationale camerounaise, car le défen-

seur vétérán est actuellement considéré comme l'un des meilleurs arrières de la Premier League anglaise avec l'équipe de Liverpool. Cela constitue une mauvaise nouvelle pour l'entraîneur algérien Djamel Belmadi, qui devra revoir ses papiers offensifs au cas où Matip venait effectivement de réintégrer les rangs du troisième de la précédente Coupe d'Afrique des nations jouée au Cameroun. Il est à noter aussi que l'équipe nationale du Cameroun devrait enregistrer, lors des deux matches face à l'Algérie, le retour de l'attaquant du Bayern Munich Eric Choupo-Moting, qui avait décidé de ne plus jouer pour la sélection de son pays si l'entraîneur portugais Tony Kocencao est maintenu. À présent que ce dernier n'est plus en poste, il n'y a plus de raison pour l'attaquant afin de ne pas répondre présent contre les Verts.

H. S.

SÉTIF. AQUACULTURE

Formation au profit de 50 agriculteurs et porteurs de projets

Une session de formation au profit de 50 agriculteurs et porteurs de projets dans le domaine de l'aquaculture, d'une durée de trois jours, a été entamée mardi dans la wilaya de Sétif.

En marge du lancement de cette formation à l'Institut national spécialisé Yaïche Abdelkader, à l'initiative de la Chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture en coordination avec la Direction locale de la pêche et la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels, le directeur de cette Chambre, Ahmed Bendjedou, a indiqué à l'APS que ce stage de formation s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la série de sessions de formation organisées régulièrement en application de la stratégie du ministère de tutelle. Le même responsable a ajouté que plus de 50 fellahs et porteurs de projet d'investissement dans le domaine, vont bénéficier d'une formation sur les techniques concernant cette activité, notamment les méthodes d'exploitation de l'eau de la pisciculture et de l'irrigation agricole, l'amélioration du rendement agricole sans engrais chimiques et les méthodes scientifiques de pisciculture. Il a également souligné que la formation sera assurée par des experts de l'Institut technologique de la pêche et de l'aquaculture de Collo (Skikda). La dernière journée de cette formation sera marquée par l'organisation d'un atelier technique autour de la valorisation des produits de l'aquaculture et de la pêche continentale, l'encouragement



de l'industrie de transformation, les perspectives prometteuses offertes par l'investissement dans ce domaine au cours de laquelle les participants pourront apprendre certaines techniques comme le séchage, le fumage et le salage, a-t-il fait savoir. De son côté, la directrice de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya de Sétif, Nassima Abdaoui, a affirmé que l'investissement dans ce domaine relevant de sa compétence régionale qui comprend les wilayas de Batna, M'sila et Bordj Bou Arridj, enregistre une tendance à la hausse à même d'attirer les jeunes. Elle a estimé, en ce sens, que le développement de l'aquaculture et l'augmentation de la production est une nécessité qui se concrétisera par l'encouragement de l'investissement productif dans ce secteur capable de créer de la

richesse et de contribuer à la valorisation de la sécurité alimentaire. Pour sa part, le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Sétif, Abdelkrim Idriss, a rappelé que ces formations s'inscrivent également dans le cadre de la dynamisation de la convention-cadre entre le ministère de la Formation et de l'enseignement professionnels et celui de la Pêche et des Productions halieutiques, dans le but de les concrétiser sur le terrain. Elles permettront, a-t-il encore précisé, de donner l'opportunité aux enseignants et à certains stagiaires et professionnels du secteur activant dans les filières de l'agriculture et de la nutrition agricole, participant à ce stage, de faire connaître les bienfaits de la formation et de faciliter la concrétisation de leurs projets après l'obtention

du diplôme. Quant au chef du service de l'apprentissage au sein de la Direction de la formation professionnelle, Salah Kessas, a fait remarquer que la wilaya de Sétif est considérée comme une région propice aux investissements dans le domaine de l'aquaculture, car elle dispose, dit-il, d'importants ouvrages hydrauliques dont des barrages et des retenues collinaires. Il a signalé dans ce même sillage que le ministère de la Formation et de l'enseignement professionnels accorde une grande importance au secteur de l'aquaculture, et cela à travers l'introduction de plus de 10 spécialités de formation par apprentissage, afin de permettre aux jeunes d'obtenir un certificat visant à faciliter leur accès à l'investissement dans cette activité.

TISSEMSILT. DSA

Baisse de la production d'olives

La production d'olives a connu une baisse par rapport à la saison 2020-2021 au niveau de la wilaya de Tissemsilt, durant la campagne de cueillette de la saison agricole en cours ayant pris fin récemment, a-t-on appris mardi auprès de la direction des services agricoles (DSA). Le chef de service production végétale et animale à la DSA, Maamar Medjahed a indiqué, à l'APS en marge d'une journée de sensibilisation sur la filière olive, que la wilaya a enregistré une production estimée à plus de 51.000 quintaux contre 54.242 qx l'an dernier. A noter qu'une superficie de 5.130 a été cultivée cette saison. Le même responsable a imputé ce recul aux conditions climatiques non adaptées, notamment la faible pluviométrie, en plus de "la baisse" des rendements des superficies de plantations des oliviers, particulièrement dans les zones montagneuses de la wilaya. Le bilan de la cueillette de cette saison fait état de près de 8.800 qx d'olives de table et plus de 2.200 qx destinés à la production d'huile. Pour développer cette filière, la DSA a concrétisé, de concert avec la chambre de l'agriculture, un programme de relance, comportant des sorties de sensibilisation au niveau des exploitations agricoles où les agriculteurs ont multiplié ce genre de culture notamment en régions montagneuses. Le programme, qui se poursuivra durant toute la saison agricole en cours, vise aussi l'encouragement des agriculteurs de la wilaya à l'investissement dans le domaine de la réalisation de huileries. Cette journée de sensibilisation, organisée par la direction du secteur en collaboration avec la chambre de l'agriculture et la conservation des forêts, avec la présence de 100 agriculteurs de la filière d'olives, a été une occasion pour donner des explications et des informations sur les facilitations et les nombreux avantages qui leur sont accordés, dont l'acquisition d'arbustes à travers le fonds national de développement agricole.

BLIDA. AWEM

Remise de 1169 décisions d'octroi de l'allocation chômage

L'Agence de wilaya de l'emploi (AWEM) de Blida a procédé mardi à la remise des premières décisions d'octroi de l'allocation chômage au profit de 1.169 demandeurs inscrits et dont les dossiers ont été approuvés. "Sur ce total de 1.169 chômeurs bénéficiaires, trois inscrits à l'annexe de l'AWEM de Bouinane ont reçu leur décisions lors d'une cérémonie symbolique, en présence du wali, Kamel Nouïsser", a indiqué à l'APS, le directeur local de l'emploi, Hocine Kacem. Le chef de l'exécutif local a salué, à l'occasion, les efforts consentis par les services de la direction de l'emploi, afin de mener à bien cette opération. M. Kacem a pour, sa part, fait cas de l'approbation, à ce jour, de 2.493 demandes d'inscription sur la plateforme numérique dédiée à l'opération, dont 1.741 ont obtenu un rendez-vous pour la récupération de leurs décisions d'octroi de l'allocation chômage, opération qui se fera progressivement, a-t-il expliqué. Le directeur de l'emploi qui a observé que l'opération se déroule dans de bonnes conditions, à travers les différentes annexes de l'AWEM, a signalé que l'inscription des chômeurs éligibles pour bénéficier de l'allocation se poursuit toujours. Toujours selon le même responsable, sur un total de 29.871 demandeurs

d'emploi, 8.741, inscrits entre le 2 janvier et la fin février écoulé, remplissent les conditions requises. Pour sa part, M. Ahmed Selami, directeur de l'AWEM a signalé la prise de mesures exceptionnelles pour accélérer l'opération, dont le prolongement des horaires de travail des

employés de l'agence jusqu'à 18h, et l'ouverture des bureaux le samedi. A cela s'ajoute l'allègement du dossier de demande d'octroi de l'allocation chômage, en limitant les pièces administratives à fournir à la carte nationale d'identité et l'acte de naissance. Le même respon-

sable a, aussi, souligné, la possibilité d'inscription à distance, via la plateforme "El Wassit" via laquelle près de 20% des demandeurs de l'allocation chômage se sont inscrits, sans avoir à se déplacer vers les annexes de Bouinane, El Affroun, Mouzaia, Boufarik, Larbaà, et Blida.

NAÂMA. RECYCLAGE

Rcupération de près de 4 tonnes de déchets par semaine

Le centre d'enfouissement technique (CET) de Naama récupère par semaine près de 4 tonnes de déchets destinés au recyclage, a-t-on appris mercredi auprès de cet établissement. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la protection de l'environnement et de la valorisation des déchets domestiques qui sont collectés et transportés au centre d'enfouissement technique (CET) de la wilaya. La récupération de cette matière est destinée aux unités spécialisées dans le recyclage pour augmenter les revenus de cet établissement

de wilaya qu'est le centre d'enfouissement technique. Cet établissement, implanté entre Touadjer relevant de la commune de Naama et Bendouam, rattachée à la commune d'Aïn Sefra, assure la récupération de quelque 4 tonnes par semaine de matière plastique de différents genres, aux côtés du verre, du carton, du fer et autres produits recyclables, a déclaré le directeur de cet établissement, Abdeljalil Boucetta. L'activité de récupération a permis jusqu'alors la création de 75 postes d'emplois permanents, dans le cadre d'un

contrat entre le centre d'enfouissement technique de la wilaya et les entreprises spécialisées dans le domaine du recyclage des déchets. Le centre d'enfouissement technique de Naama a participé à de nombreuses campagnes de nettoyage, qu'organisent les services de la wilaya avec la collaboration de plusieurs secteurs, ce qui a permis, depuis le début de l'année en cours, de collecter plus de 480 tonnes de déchets inertes et domestiques ainsi que l'éradication de 15 décharges sauvages et point noirs, qui offraient un visage

hideux voire repoussant des zones urbaines des villes et villages de la wilaya. Cet établissement sera renforcé prochainement par une décharge pour la prise en charge du ramassage et du transport des déchets domestiques à travers les zones de Ouzert, Oulgag, Fortassa, Tala, Tassaniss et Hassi Defla, sise dans la commune de Sfisifa. Le centre d'enfouissement technique de Naama a enregistré, l'an dernier, la collecte de près de 28.000 tonnes de déchets domestiques de 5 communes de la wilaya, a-t-on fait savoir.

CONSTANTINE. UNIVERSITÉ SALAH BOUBNIDER

70 millions DA consacrés à l'acquisition de matériel pour la faculté de médecine

L'université Salah Boubnider Constantine-3 a consacré une enveloppe financière de 70 millions DA pour l'acquisition de matériel et d'équipements nécessaires au profit de la faculté de médecine, a déclaré mercredi son recteur, Ahmed Bouras.

Animant une conférence de presse au siège du rectorat en réponse aux étudiants, en grève, de chirurgie dentaire (2ème, 3ème et 4ème année) relevant de la faculté de médecine, le même responsable a précisé que cette décision est une mesure "d'urgence" pour acquérir les équipements nécessaires à la formation des étudiants. Le recteur a précisé qu'un bureau d'études a été chargé d'évaluer la situation des structures pédagogiques de cette même faculté et d'identifier les travaux de restauration à engager "en urgence" et ce qui doit être réparé "progressivement" pour hisser ces structures au niveau voulu, ajoutant que ce bureau a remis le rapport final, sur la situation de la faculté, ce mercredi.

Une équipe de la direction des moyens généraux de l'université a été chargée depuis une semaine de réparer les bancs des amphithéâtres, le réseau d'électricité et les fuites d'eau, a-t-il dit, affirmant que l'opération se poursuit. Concernant les consommables de laboratoires, le recteur de l'université a ajouté que cette préoccupation des étudiants a été prise en charge et une enveloppe financière de 11 mil-



lions DA, dont 5 millions DA de la direction de la santé de Constantine, a été mobilisée pour l'acquisition des produits nécessaires au fonctionnement des laboratoires, soulignant que ce montant est quatre fois supérieur au montant habituellement mobilisé chaque année et tient compte de l'augmentation de leurs prix.

Parallèlement à cela, des procédures ont été engagées pour acquérir 10 nouveaux fauteuils dentaires conformément à la stratégie du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a déclaré M. Bouras, précisant que cette opération est la 4ème du genre en quatre années successives. Le même responsable a fait également état du lance-

ment de l'opération de réparation des fauteuils dentaires de la faculté qui a touché, jusqu'à présent, 60 % des fauteuils dentaires défectueux. Le recteur de l'université a invité, en outre, les étudiants grévistes à reprendre les cours, affirmant que les portes de l'administration "resteront ouvertes au dialogue avec les étudiants et à l'écoute de leurs préoccupations". Les étudiants de 2ème, 3ème et 4ème année de chirurgie dentaire, relevant de la faculté de médecine de Constantine, observent depuis le 16 février passé, une grève pour "manque de consommables au niveau des laboratoires pédagogiques, fauteuils dentaires en panne et insuffisances dans les structures pédagogiques".

BOUIRA. ADE

Campagne de lutte contre les maladies à transmission hydrique

Une campagne de lutte contre les maladies à transmission hydrique (MTH) a été lancée, à Bouira, par les services locaux de l'Algérienne des eaux (ADE), a-t-on appris mercredi auprès de cet organisme. "Il s'agit de la troisième édition de cette campagne, visant à lutter contre les MTH, dont le coup d'envoi a été donné hier (mardi)", a expliqué à l'APS la chargée de communication de l'unité de Bouira de cette entreprise publique, Mme Khellife Souâd. Dans le cadre

de cette opération, il a été rappelé que le laboratoire de l'ADE de Bouira veille au contrôle quotidien des eaux potables distribuées via le réseau public et ce à travers tout le processus d'alimentation (production et distribution). "Ce contrôle porte sur des analyses bactériologiques et physicochimiques des eaux, à partir de la source, que ce soient les barrages, puits, ou sources", a assuré Mme Khellife. La même responsable a précisé, à ce propos que 100 686 analyses du taux de

chllore, 9 665 analyses bactériologiques et 9 665 autres analyses physicochimiques, avaient été effectuées en 2021, sur des échantillons d'eau potable distribuée aux populations de la wilaya de Bouira. "À travers cette campagne, nous voulons sensibiliser les citoyens sur les dangers et maladies qui pourraient provenir des eaux à cause de certains mauvais comportements", a souligné la chargée de communication de l'ADE. À noter que des sorties sur le terrain sont effectuées, dans le

cadre de cette campagne, pour s'enquérir de l'état des réservoirs, ainsi que des citernes chez les clients et au niveau des établissements scolaires, a-t-on appris de même source. "Nous organisons également des journées portes-ouvertes au niveau du laboratoire de contrôle de qualité de l'eau, afin de faire connaître les étapes du processus d'analyses d'échantillons d'eau potable effectué par un groupe d'ingénieurs et de techniciens de l'ADE", a ajouté Mme Khellife. Une visite au barrage de Tilesdit, à Bechloul (Est de Bouira), sera, par ailleurs, organisée au profit des étudiants de la wilaya, afin de les sensibiliser sur les dangers qui pourraient provenir des eaux. "Une vaste opération sera, en outre, lancée pour nettoyer les 391 réservoirs relevant de l'ADE", a ajouté Mme Khellife, faisant savoir qu'une émission radiophonique est prévue afin d'aborder la question de la qualité de l'eau distribuée par l'ADE. Toujours dans le cadre de cette campagne, des prospectus sont distribués aux citoyens pour les sensibiliser sur les dangers des maladies à transmission hydrique.

AÏN TÉMOUCHENT. GAZ NATUREL

Raccordement de plus de 12 000 foyers

Plus de 12.248 foyers ont été raccordés au réseau de gaz de ville à Aïn Témouchent dans le cadre d'opérations de développement financées au titre du programme de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, a-t-on appris mercredi du directeur de l'énergie et des mines par intérim Mohamed Rahal.

Une enveloppe financière de 2,18 milliards DA a été allouée à ce programme, lancé fin 2019 pour le raccordement de 13 000 foyers au réseau de gaz de ville au niveau de 65 agglomérations secondaires et regroupements d'habitat rural disséminés à travers les communes de la wilaya, a indiqué le même responsable, lors d'une réunion du conseil de l'exécutif de la

wilaya. Le programme, qui se poursuit, prévoit le raccordement de 1 780 foyers au réseau de gaz, répartis sur plusieurs agglomérations secondaires et rurales, selon le même responsable. Pour sa part, le wali d'Aïn Témouchent, M'hamed Moumen, a instruit, lors de cette rencontre, les présidents des Assemblées populaires communales de geler les projets de développement liés au revêtement des routes et l'aménagement urbain inscrits dans le cadre des plans communaux de développement au niveau des zones où sont inscrites ces opérations de développement, notamment celles ayant trait à la rénovation des réseaux d'alimentation en eau potable, d'assainissement et de raccordement au gaz de la ville.

MILA. RENFORCEMENT

D'UN TRONÇON DE LA RN 79

Lancement prochain des travaux

Les travaux de renforcement d'un tronçon de la RN 79, dans son segment reliant les communes de Mila et Aïn Tine, seront lancés prochainement, a-t-on appris mercredi auprès de la Direction locale des Travaux publics. Le projet de renforcement d'une partie de la RN 79, dont le secteur a bénéficié, au titre de l'année en cours (2022), a été décidé compte tenu de la densité du trafic que connaît cette route fréquentée surtout par les poids lourds, a précisé à l'APS le directeur local du secteur, Abdallah Sellaï, ajoutant que le chantier ciblera un linéaire de 12,3 km depuis la ville de Mila jusqu'à la localité Azzaba Lotfi dépendant de la commune Aïn Tine. Le même responsable, a déclaré que l'étude relative à ce projet a donné lieu à sa répartition en plusieurs parties, selon la spécificité de chaque partie en fonction des dégâts subis et la nature des travaux à mener pour permettre sa réfection. Les travaux programmés dans le cadre de ce projet porteront sur la réalisation d'ouvrages d'art et d'autres pour l'évacuation des eaux et la réfection de la chaussée, a-t-on fait savoir. Les services de la direction des travaux publics de la wilaya de Mila œuvrent à finaliser les procédures nécessaires pour le lancement des travaux, a déclaré M. Sellaï, précisant que l'opération est actuellement à la phase de préparation du cahier des charges pour lancer l'avis d'appel d'offres en vue d'attribuer les travaux à une entreprise qualifiée. Pour rappel, ce tronçon de la RN 79 reliant la commune de Mila à celle d'Aïn Tine, constitue une voie névralgique vers l'autoroute Est-Ouest et le port de Djen-Djen dans la wilaya de Jijel, de même qu'il constitue aussi une voie vers plusieurs wilayas de l'Est du pays, à l'instar de Constantine.

KHENCHELA. KAÏS

Vers la distribution de 300 logements promotionnels aidés

Au total, 300 logements promotionnels aidés (LPA) seront bientôt distribués dans la commune de Kaïs (Khenchela), a-t-on appris mercredi auprès de l'Office local de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Selon la responsable du service de promotion immobilière et du foncier, Loubna Boughrara, l'entreprise de réalisation s'emploie actuellement à lever toutes les réserves émises par les services techniques chargés de ce projet en prévision de sa réception et la programmation de l'opération de distribution des logements aux bénéficiaires, dans les meilleurs délais, en coordination avec les services de la wilaya et de la daïra de Kaïs. Parallèlement, à la levée des réserves par l'entreprise de construction, l'opération d'aménagement extérieur de ces habitations, des espaces verts et des aires de jeux est en voie de parachèvement, a-t-elle fait savoir. La même responsable a ajouté, dans ce même contexte, que l'ensemble des travaux de raccordement aux différents réseaux ont été récemment achevés, et ce en étroite collaboration avec les directions de l'urbanisme, des ressources en eau, de l'énergie ainsi que la Concession de distribution d'électricité et du gaz de Khenchela. L'antenne locale de l'Office de promotion et de gestion immobilière de la wilaya de Khenchela, assure le suivi, en coordination avec le bureau d'études, à travers l'organisation des visites quotidiennes au chantier de construction de ce projet de logements pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux qui devraient être finalisés durant les 15 premiers jours du mois de mars en cours, a précisé Mme Boughrara.

PRIX EL-HACHEMI-GUEROUABI

Ouverture de la 7^e édition

La 7^e édition du Prix El-Hachemi-Guerouabi s'est ouverte, jeudi à Alger avec les prestations de six jeunes talents sur la quinzaine en lice à cette compétition, devant un public peu nombreux.



Ph: DR

Accueilli sur le hall d'entrée de l'auditorium du palais de la Culture Moufidi-Zakaria, par une exposition de photographies, retraçant la carrière artistique d'El Hadj El Hachemi Guerouabi, le premier soir de la 7^e édition de ce grand prix a été animé par six jeunes talents, qui ont repris, une quinzaine de minutes chacun, des chansons d'El Hadj El Hachemi Guerouabi, accompagnés par un orchestre de cinq musiciens, dirigé par Smaïl Ferkioui.

Premier à ouvrir la compétition, Rafik Amari d'Alger, entré sur scène sous les applaudissements des spectateurs, pour interpréter "Djel el koul bach yend'ker", une pièce du registre spirituel du M'dih.

Egalement d'Alger, les jeunes, Mounir Abdelghani, interprétant, "Corsane ighennem" et "Kane mâakoum djet",

Alae Eddine Madani entonnant, "Koul men Chaf gh'zali kay hablou" et "Idh kounta âchiq", ainsi que Athmane Bendaoud (le gaucher) chantant "Kifach hilti" et "Daâni ya nadim" ont rappelé à l'assistance la richesse d'une partie du legs colossal qu'a laissé El Hadj El Hachemi Guerouabi (1938-2006).

Les prestations de Faiz Ghemati de Tipaza et Baba Ammi Hadj Mohamed de Ghardaïa qui ont rendu "Khelitini mahmoum", "El Khilaâ taâdjebni et "Kif aâmali ou hilti", "El Bareh", ont clos la soirée, très applaudis par une assistance de fans de ce genre populaire.

Le jury composé du Cheikh Hamid El Aïdaoui, de l'expert spécialisé dans le melhoun, Said Raab, et du lauréat du Prix el-Hachemi-Guerouabi de l'an-

née 2014, Sid Ahmed Derradji, a rappelé les critères d'évaluation des prestations en compétition, à savoir, la voix, la diction, la maîtrise du texte, la cohérence dans l'enchaînement des thèmes (istikhar, qcid et final), la maîtrise du rythme et la tenue sur scène.

Moment imprévu et agréablement accueilli par l'assistance, l'interprétation époustouflante du chanteur, Aïssa Baba Ammi, père du candidat Baba Ammi Hadj Mohamed de Ghardaïa, qui, invité à monter sur scène pour parler de son fils a fini par interpréter "At'hadit hin âwwal welfi wen'wa ishib", autre chanson à succès d'El Hadj Hachemi Guerouabi, rendue dans une totale maîtrise technique, un timbre vocal et une tessiture quasi identiques à la voix d'origine du

cheikh.

Auparavant, la présidente de l'association culturelle "El Hachemi Guerouabi", Chahira Guerouabi a prononcé l'ouverture officielle de la 7^e édition de ce grand prix, dans une courte allocution dans laquelle elle a également rappelé l'objectif de ce concours national qui vise "la découverte et la promotion de nouveaux talents dans cette variété de la chanson populaire".

Une quinzaine de jeunes, issus de différentes villes du pays, chanteurs en devenir de la musique chaâbi, prennent part, jusqu'au 5 mars à Alger, à la compétition de la 7^e édition du grand prix El-Hachemi-Guerouabi.

Cette 7^e édition est organisée sous le parrainage du ministère de la Culture et des Arts, en collaboration avec l'Office national des Droits d'auteurs et droits voisins (ONDA) et le palais de la Culture Moufidi-Zakaria.

La compétition de la 7^e édition du Prix El-Hachemi-Guerouabi se poursuit vendredi à l'auditorium du palais, avec les prestations de Sayed Salim Idris d'Alger, Mohamed Amine de Tipaza, Ghofrane Bouache de Cherrchall, Mehdi Felfoul de Blida, Rabeh Nous de Bejaia, Nacer Amrani de Miliana et Mohamed Sadek Ould Rabeh de Tiaret.

MUSIQUE

Le diwan, un patrimoine ancestral à préserver et promouvoir

Artistes et praticiens du diwan, participant à la résidence de création "One Beat Sahara" qui se déroule dans l'Oasis de Taghit, estiment que le Diwan est un "patrimoine musical algérien et nord-africain ancestral" qu'il contiennent de "perpétuer en œuvrant à sa pérennisation, sa promotion et sa diffusion" à travers le monde. Mhammed Damou, du groupe "Sidi Blel", qui a hérité cet art de son père et de son frère aîné, estime que le diwan est un "patrimoine algérien ancestral, qui confirme une fois de plus la dimension africaine de l'Algérie et la diversité de sa culture", soulignant que cette musique rituelle est répandue dans des villes comme Oran, Aïn Sefra, Alger, Constantine, Ghardaïa ou encore Ouargla.

Il note également les efforts de promotion à l'international par le groupe "Gaâda Diwan Béchar", la chanteuse et musicienne Hasna El-Becharia, ou encore l'universitaire américaine Tamara Turner qui a passé quelques années en Algérie pour un travail de recherche académique sur le diwan. Mhammed Damou a également expliqué le déroulement des cérémonies traditionnelles sous la houlette du Mqeddâ, d'un Maâllem au gombri et d'un Koyo Bango au chant en plus de danseurs et percussionnistes au karkabou pour interpréter les innombrables "bradj" (chansons) en Arabe, en Bambara, ou dans d'autres langues sahéliennes. Connus comme le dernier prodige du diwan à Bechar, Abdelhakem Abdellaoui, fondateur de "Diwan El-Waha", estime que la pratique de cette musique ancestrale lui assure une sauvegarde et une plus large diffusion, particulièrement à travers les événements qui lui sont dédiés. Maâllem Hakem, a confié avoir été subjugué par les rythmes et les instruments du diwan dans

son enfance, ce qui l'a poussé à se fabriquer un gombri et se rapprocher des aînés pour animer sa première cérémonie à l'âge de 16 ans. Depuis, avec son groupe il a participé aux festivals national et international de musique diwan et à un programme d'échange culturel avec la Chine.

Il explique que la pratique du diwan ne se concentre pas uniquement dans la région de la Saoura mais dans la majorité de la région ouest du pays en plus d'être perpétré à Constantine par "Dar Bahri" qui se "rapproche beaucoup plus du stambali tunisien". Fondateur du groupe "Qaâdet El-Waha", Abdelmadjid Zenani confie que le diwan "fait partie intégrante des us et coutumes" de la région de Béchar et que

cette musique a connu une "très large diffusion" depuis quelques années grâce aux "efforts de certains groupes et à l'évolution des technologies et des réseaux sociaux". Inaugurée le 21 février, "One Beat Sahara", qui réunit 23 jeunes musiciens d'Algérie, des États-Unis et d'autres pays d'Afrique du Nord et du Sahel, se poursuit encore jusqu'au 13 mars avec une seconde partie prévue à Alger. Un grand concert collectif est prévu dans la station de gravures rupestres de Taghit, avant que les participants ne poursuivent leurs ateliers à, qui seront sanctionnés par un autre spectacle de clôture prévu à l'Opéra d'Alger, Boualem-Bessaïeh.

SALON DE LA PHOTOGRAPHIE À TLEMCCEN

"Mosquées d'Algérie" thème de la 2^e édition

"Les mosquées d'Algérie" est le thème central de la seconde édition du salon national de la photographie, ouvert, mercredi, à la maison de la culture "Abdelkader Alloula" de Tlemcen, à l'initiative du Centre des arts et des expositions (CAREX) et du groupe national "la passion de la photographie". Quatorze artistes-photographes venus des wilayas d'Oran, Alger, Boumerdes, Tiaret, M'sila, Biskra, Tlemcen, Nâama, Médéa, Biskra et Constantine prennent part à cette exposition de plus de 70 œuvres mettant en valeur les vieilles mosquées du pays, leurs architectures, leurs décorations, leurs minarets et Mihrab. La directrice du CAREX, Sarah Embouazza, a souligné que ce salon vise à mettre en valeur cet héritage archéologique et historique musulman et montrer aux visiteurs la richesse patrimoniale que recèle

le pays. "La photographie est un outil important pour perpétuer ce patrimoine et le mettre en exergue en vue de sa valorisation et sa nécessaire protection", a-t-elle ajouté. Edifiées depuis des siècles, les lieux de culte photographiés comme la grande mosquée de Tlemcen, la mosquée Pacha d'Oran, la grande mosquée d'Alger, la vieille mosquée de Tiaret, celle de Sidi Okba (Biskra), la mosquée de la zaouïa d'El Hamel (M'sila) et autres montrent parfaitement les différents styles architecturaux, la richesse et la finesse des décorations qui les ornent et dénotent de la richesse et la diversité de l'art musulman en Algérie. Ces vieilles mosquées témoignent des époques almoravide, almohade, zianide et mérinide. Elles ont été admirablement pris en photo par de jeunes et talentueux artistes, à l'instar de Kessib Imed Eddine (Boumerdes), Zahia Ben

25^e SILA Le HCA présent avec 27 nouveaux titres en tamazight

Le secrétaire général du Haut Commissariat à l'Amazighité (HCA), Si El-Hachemi Assad, a annoncé, mercredi, que le HCA participera au 25^e Salon international du livre d'Alger (SILA), prévu du 24 mars au 1 avril, avec 27 nouveaux titres en tamazight. Invité du forum du quotidien Echaâb à Alger, Si el Hachemi Assad a souligné que le HCA participera au 25^e SILA avec 27 nouveaux titres parus en 2021 dans plusieurs domaines, notamment la littérature et la traduction, outre des publications sur des travaux scientifiques présentés dans le cadre des séminaires organisés périodiquement par le HCA pour la promotion du livre amazigh.

En marge de la l'exposition, il est prévu l'organisation de plusieurs activités et conférences culturelles thématiques avec la participation de spécialistes dans la culture et la langue amazighes, outre des séances de ventes dédiées au niveau du stand du HCA, et des maisons d'édition publiques et privées ayant contribué à la publication de ces nouveaux titres. Le HCA prévoit également la publication de 18 nouveaux livres dans le but d'enrichir la bibliothèque amazighe.

"La stratégie du HCA s'appuie sur la communication ciblée qui met en priorité la dimension académique et l'action sur le terrain tout en insistant sur la dimension nationale, le partenariat et la collaboration avec les institutions gouvernementales et la société civile", a-t-il dit. M. Assad a indiqué que "la situation de l'enseignement de Tamazight est très positive", précisant que "l'effectif des enseignants de Tamazight est en constante croissance atteignant 32500 enseignants répartis sur les trois paliers entre 2019-2021". Le programme des activités de 2022 portera sur l'organisation de la troisième édition du Prix du président de la République de la langue et de la littérature amazighes, la formation continue au profit des enseignants et journalistes et cadres du mouvement associatif, l'organisation de colloques académiques, l'accompagnement des projets de recherche et de créativité artistique et l'organisation de la deuxième manifestation de "l'Algérie dans le cœur". Le SG du HCA a fait état "d'un projet de création d'un journal public en langue amazighe sous forme numérique dans un premier temps en coordination avec le ministère de la Communication, en tant que tribune médiatique qui défendra l'unité nationale et l'intégrité territoriale à travers un média responsable contribuant au renforcement du front interne et à la préservation de l'image de l'Algérie et de ses réalisations".

Arouss (M'sila) ou encore Ikram Ziani et Ahmed Benseddik (Tlemcen). Ces jeunes photographes de ce groupe sont encadrés par des photographes chevronnés à l'instar de Nacer Ouadahi de Tiaret, Samia Filali de Constantine, Khaled Mami de Médéa et Karim Bouchetat de Nâama, qui a signé les photos représentant des dunes de sable enneigées, reprises à travers le monde. Cette manifestation culturelle et artistique compte également mettre à profit la présence de photographes algériens connus pour organiser des ateliers de formation et des conférences au profit des jeunes amateurs de Tlemcen. La direction du CAREX prévoit également une sortie pour les participants afin de leur permettre de découvrir la richesse patrimoniale de Tlemcen, notamment les sites archéologiques musulmans très nombreux dans la capitale des zianides.

Les courses en direct



CAGNOTTE AU QUINTÉ

HIPPODROME EMIR ABDELKADER - ZEMMOURI
SAMEDI 5 MARS 2022 - PRIX : EL MAKToub - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 200 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Un quinté fort homogène

Il va y avoir du spectacle ce samedi à l'hippodrome de Zemmouri avec ce prix El Maktoub réservé pour chevaux de quatre ans et plus pur sang arabe né-élevé en Algérie n'ayant pas totalisé la somme de 271.000 DA en gains et places depuis septembre passé qui nous propose une épreuve à caractère fort homogène, puisque sur les 16 candidats engagés, ils seront pas moins de 15 éléments susceptibles de disputer l'arrivée. Cela dit, nous ne pouvons que vous conseiller de bien lire nos commentaires.

LES PARTANTS AU CRIBLE

- 1. EL MOUTASSADIR D'HEM.** Il vient de se classer bon cinquième avec un lot plus meilleur à Tiaret. Méfiance, il ne va pas courir battu d'avance
- 2. CHAWEL.** Il trouve ici un engagement taillé sur mesure, il peut même jouer les premiers rôles. À suivre.
- 3. AL HOULM.** Je crains qu'il a fait le déplacement pour des pacotilles. Outsider lointain.
- 4. CERAH.** Ce cheval a toujours fréquenté des lots mieux huppés. Méfiance, il peut surprendre.
- 5. TEJ EL FODIL.** Il n'est pas là par hasard, ses dirigeants comptent beaucoup sur lui, il n'est pas loin de forme initiale. Méfiance.
- 6. DARIF D'HEM.** Ses trois dernières tentatives ne sont pas assez concluantes, mais il reste toujours assez difficile à négliger.
- 7. VIBIORE.** Il vient de réussir un parcours très remarquable au Caroubier en dernier lieu. On ne peut compter sans lui sur ce coup. À reprendre
- 8. AMIR DE KAT.** Ce cheval de classe n'arrive toujours pas à retrouver sa forme initiale, il

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS	CDS	ENTRAÎNEURS
D. DJELLOULI	1	EL MOUTASSADIR D'HEM	AZ. ATHMANA	57	12	PROPRIÉTAIRE
A. HAMIANE	2	CHAWEL	S. BENYETTOU	57	13	S. HAMIANE
AEK. MESLOUKH	3	AL HOULM	B. BENSALD	57	5	AB. GASMI
M. SELLAMI	4	CHERAH	AH. CHAABI	57	6	L. RAHMOUNE
KH. RAS GHORAB	5	TEJ EL FODIL	O. CHEBBAH	57	1	A. CHEBBAH
F. METIDJI	6	DARIF D'HEM	M. DJELLOULI	56	7	M. DJELLOULI
HARAS EL NASR	7	VIBIORE	T. LAZREG	55	4	S. ROUANE
M. OUZOUIR	8	AMIR DE KAT	A. YAHIAOUI	55	9	A. CHELLAL
H. GUEROUI	9	NEDJMA DE DILMI	CH. ATTALLAH	55	11	N. TIAR
AM. BETTAHAR	10	FREHA	K. RAHMOUNE	55	3	L. RAHMOUNE
M. SELLAMI	11	D'ZIRI D'HEM	W. BENDJEKIDEL	54	14	L. RAHMOUNE
B. OUKRIMI	12	FADHEL	K. BAGHDAD	54	8	PROPRIÉTAIRE
M. BECHAIRIA	13	DJAOUAHAR	D. BOUBAKRI	54	10	PROPRIÉTAIRE
LE PETIT HARAS	14	MADJID M'HARECHE	AM. BENDJEKIDEL	54	15	H. AGUENOU
Y. HAMDANI	15	CHAI AA	AL. TIAR	54	16	A. CHELLAL
B. OUKRIMI	16	KIRTA	JJ : SH. BENYETTOU	52	2	PROPRIÉTAIRE

semble même courir en régression. Méfiance.

9. NEDJMA DE DILMI. Elle va être notre outsider préféré.

10. FREHA. Quoiqu'elle préfère plus long, elle peut avec sa classe figurer dans le carré. À suivre.

11. DZIRI D'HEM. Au mieux on peut le cocher pour une cinquième place. Outsider moyen.

12. FADHEL. Je crains qu'il aura fort à faire ici, le lot n'est pas facile à dominer. Outsider moyen.

13. DJAOUAHAR. Il faut se méfier de ce coursier, il va courir dans son jardin. Méfiance.

14. MADJID M'HARECH. Tâche difficile.

15. CHAI AA. Elle vient de tirer un mauvais numéro à la code qui peut lui déplaire, d'autant qu'il va y avoir un train d'enfer. Elle peut échouer.

16. KIRTA. Il a été lauréat en dernier lieu à El-Eulma, logiquement, il doit être mis au vert. Outsider passable.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

10. FREHA - 2. CHAWEL - 7. VIBIORE - 5. TEJ EL FODIL - 4. CERAH

LES CHANCES

9. NEDJMA DE DILMI - 8. AMIR DE KAT - 6. DARIF D'HEM

Les Etats-Unis : hausse des vols de voiture avec violence, notamment par des mineurs

Parmi les étranges statistiques enregistrées au cours des deux dernières années de pandémie, tandis que divers types de crimes augmentaient ou chutaient, une résurgence alarmante des vols de voiture avec violence a été constatée, a rapporté mardi le New York Times (NYT). Le nombre d'incidents signalés a presque quadruplé à Philadelphie de 2019 à 2021, et est en passe de doubler cette année. Chicago a enregistré plus de 1.900 vols de voiture avec violence l'année dernière, le chiffre le plus élevé depuis des décennies, selon le journal. Deux mois après le début de l'année 2022, le nombre de vols de voiture à main armée à la Nouvelle-Orléans atteignait déjà les deux tiers du décompte de toute l'année 2019. Washington DC, où 426 vols avec violence ont été signalés l'année dernière, ne fait pas exception à cette tendance à la hausse, a ajouté le NYT. Le fait que les vols de voiture avec violence aient commencé à proliférer alors même que les taux de vol en général ont chuté en 2020 s'explique par plusieurs raisons. En vertu de la généralisation des systèmes de démarrage par bouton, il est devenu plus difficile de conduire une voiture sans obtenir les clés du conducteur au préalable. Les problèmes de chaîne d'approvisionnement ont en outre fait grimper le prix des voitures d'occasion, alors même que des millions de personnes se retrouvaient en situation de difficulté économique, a indiqué le NYT.

Oran : démantèlement d'un réseau criminel international spécialisé dans l'organisation de hargha

La section de recherche de la Gendarmerie nationale d'Oran a réussi à démanteler un réseau criminel international composé de six individus spécialisés dans l'organisation de traversées d'émigration clandestine par mer, a-t-on appris jeudi auprès de ce corps de sécurité. Cette opération a permis la saisie d'une somme de plus de 2 millions de dinars, et d'une autre somme en devises de plus de 1.700 euros ainsi que de quatre voitures, a indiqué la même source, soulignant que les membres de réseau seront présentés devant les juridictions judiciaires spécialisées, dès l'achèvement de l'enquête. Par ailleurs, les unités du groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Oran ont opéré, en une semaine, la saisie de 12 embarcations de plaisance rigides et semi rigides dotées de moteurs, ainsi que plus de 90 jerricans de carburant, trois voitures et dix chariots de transport d'embarcations, a-t-on fait savoir.

Mascara : l'auteur présumé d'infanticide placé en détention préventive

Le juge d'instruction près le tribunal de Ghriss (Mascara) a ordonné, jeudi, de placer l'auteur présumé du meurtre de la petite fille Hanane, âgée de 9 ans, en détention préventive, en attendant le procès, a-t-on appris du procureur de la République près le tribunal, Slimane Miloud Othmane. Dans une déclaration à la presse au siège du tribunal, le même responsable a indiqué que le juge d'instruction près le tribunal, qui a été saisi de l'affaire, a ordonné de placer l'accusé (B.N), âgé de 36 ans, en détention préventive pour les chefs d'inculpation de meurtre avec préméditation et de vol. Il a souligné que les faits de cette affaire remontent à mardi dernier, lorsque la brigade de la Gendarmerie nationale de la commune d'Aïn Fras a reçu



un appel du père de la victime vers 13h30, faisant part de la disparition de sa fille Hanane, demeurant au village "Laâbana" dans la commune d'Aïn Fras, depuis 11 heures du matin de la même journée. Le procureur de la République près le tribunal de Ghriss a ajouté que les éléments de la Gendarmerie nationale se sont rendus sur les lieux et ont lancé une

opération de recherche qui a permis de découvrir le cadavre de la victime dans une cavité recouverte de terre, non loin du village, les mains attachées et les yeux bandés avec un foulard autour du cou et des ecchymoses sur son visage. Slimane Miloud a fait savoir que les investigations des éléments de la Gendarmerie nationale ont décelé que

l'accusé a été la dernière personne aperçue avec la petite fille, ajoutant que le suspect a été confronté, lors de l'enquête, à quelques indices finissant par avouer avoir tué la fillette après l'avoir emmenée dans un endroit isolé et l'avoir étranglée à l'aide d'un foulard qui était en sa possession et confisqué ses boucles d'oreilles. Selon la même source, l'accusé a reconnu devant les éléments de la Gendarmerie nationale qu'il a pris la direction de Sfisef (wilaya de Sidi Bel-Abbes) pour vendre les boucles d'oreilles volées, et qu'il est revenu sur les lieux pour participer aux opérations de recherche de l'enfant afin d'éloigner toute suspicion. L'autopsie sur le corps de la victime a affirmé que la mort était due à une strangulation, révélant la présence d'ecchymoses sur le visage et le cou, a indiqué la même source, faisant savoir que l'accusé a été présenté devant le parquet du tribunal de Ghriss, puis transféré devant le juge d'instruction près le même tribunal.

Un mort et 12 blessés dans un accident de la route à Bouira



Une personne a trouvé la mort et 12 autres ont été blessées hier dans un accident de la route survenu à Oued El Bardi (sud-est de Bouira), selon les services de la Protection civile. L'accident s'est produit vers 6 heures du matin lorsqu'un bus de transport de voyageurs assurant la liaison entre Tizi-Ouzou et In Amenas a dérapé sur la voie autoroutière liant Oued El Bardi à Sour El Ghoulane (sud de Bouira), a précisé à l'APS le chargé de communication de la Protection civile, le sous-lieutenant Youcef Abdat. "Une femme passagère âgée de 40 ans est morte sur le coup et 12 autres passagers ont été blessés", a précisé l'officier Abdat. Les passagers blessés ont été tous évacués à l'hôpital Mohamed-Boudiaf de la ville de Bouira. "Nous avons reçu au niveau de l'hôpital plus de 10 blessés et une femme de 40 ans décédée", a précisé de son côté le directeur de l'hôpital Mohamed-Boudiaf de Bouira, Djamel Boutmer. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de cet accident.

Une bande criminelle organisée spécialisée dans le trafic de drogue mise hors d'état de nuire

Les services de la sûreté d'Alger ont démantelé une bande criminelle organisée constituée de trois individus impliqués dans une affaire de trafic de drogue et de psychotropes et de détention d'armes blanches prohibées, a indiqué hier un communiqué de ce corps sécuritaire. La 6e sûreté urbaine de Raïs Hamidou relevant de la circonscription administrative de Bab el Oued, ont neutralisé une bande criminelle organisée constituée

de trois individus, des repris de justice, impliqués dans une affaire de "trafic et stockage de drogues dures et de psychotropes et détention d'armes blanches prohibées", a précisé le communiqué. A l'issue de l'enquête, les éléments de la

sûreté ont procédé, en coordination avec le parquet territorialement compétent, à la saisie de 355 comprimés psychotropes, 61g de cocaïne, une balance électronique, un motorcycle, deux briquets utilisés pour faire fondre les drogues dures, 5 télé-

phones portables et une somme de 2 020 000 Da. Après parachèvement des procédures légales en vigueur, les mis en cause ont été déférés devant le parquet territorialement compétent, a conclu le communiqué.

Saisie de 290 gr de cocaïne à M'sila

Les éléments de la sûreté de wilaya de M'sila ont saisi 290 gr de cocaïne lors des dernières 72 heures, et arrêté un individu impliqué dans ce trafic, a-t-on appris jeudi auprès des services de ce corps de sécurité. L'opération a été réalisée suite à l'exploitation d'informations par les éléments de la police, faisant état de la vente de drogue par un individu âgé de 45 ans, a précisé la même source, ajoutant que la fouille de son domicile a permis la découverte de cette quantité de drogue dure. Le mis en cause sera présenté devant les instances judiciaires concernées après le parachèvement de l'enquête menée par les services compétents, a ajouté la même source. Cette saisie de drogue dure est la troisième du genre à l'échelle locale, durant une courte période, a-t-on rappelé.

AUX POINGS

MISE

«Les services de nos ambassades sont mobilisés au niveau des frontières avec l'Ukraine pour faciliter le transit des ressortissants vers la Roumanie, la Hongrie et la Pologne»

Ramtane Lamamra, ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger

R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf -

Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :

redaction_courrier@yahoo.fr



Dans la journée : Averses
Vent : 12 km/h
Humidité : 85 %



Dans la nuit : Averses
Vent : 8 km/h
Humidité : 90 %

Dohr : 13h00
Assar : 16h16
Maghreb : 18h49
Ïcha : 20h07

Dimanche
3 chaâbane
Sobh : 05h46
Chourouk : 07h12

AUTOMOBILE

10 000 véhicules importés par des particuliers en janvier

Quelque 10 000 véhicules ont été importés par des particuliers au cours du mois de janvier dernier, selon le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar.

Interrogé par la presse en marge d'une visite de travail effectuée, jeudi à Chlef, au sujet de l'importation des véhicules, Zaghdar a assuré que l'opération se déroule « normalement », citant, à titre indicatif, l'importation de 10 000 véhicules par des particuliers en janvier 2022. Il a ajouté qu'« en dépit des conditions sanitaires dues à la pandémie du nouveau Coronavirus, l'opération d'importation des véhicules se déroule normalement », avec une moyenne de 4000 à 5000 véhicules importés par mois. S'agissant du dossier de l'industrie automobile, le ministre a déclaré à ce propos: « nous voulons une indus-



PH: DR

trie opérante et véritable. Nous sommes en contact avec de grandes entreprises pour mettre en place une industrie effective », soulignant que ce dossier a « une dimension stratégique pour les opérateurs économiques, en vue d'instaurer une industrie véritable qui

parviendra à exporter ». Rappelant que l'Etat envisage d'adopter une nouvelle approche pour promouvoir l'industrie automobile locale afin de favoriser le développement du secteur, plutôt que de revenir à l'expérience ratée d'assemblage de voitures qui a

causé beaucoup des pertes. C'est d'ailleurs ce qu'a déclaré le même ministre, soulignant que « le gouvernement compte adopter une nouvelle approche pour promouvoir l'industrie automobile nationale, à condition que cette industrie ne soit pas orientée uniquement vers le consommateur local ». À ce propos, le ministre a ajouté que la principale condition consiste en « un investissement réel dans l'industrie automobile. Et l'intégration des usines implantées en Algérie dans les réseaux d'usines internationaux. Ceux mis en place par les constructeurs ». Dans ce contexte, il a expliqué un autre élément. Ça concerne la relance de l'industrie automobile dans le pays. D'après lui, elle se fera en poussant les constructeurs internationaux à une démarche simple. Il s'agit d'implanter des investissements directs étrangers générateurs de richesses. Et ce, en fournissant tout le nécessaire.

Sarah O.

CARBURANTS

L'État veut assurer des stocks de 30 jours

L'État œuvre à assurer des stocks de carburant équivalents à 30 jours de consommation au niveau national, au lieu de 6 à 8 jours actuellement, a fait savoir le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, lors d'une séance plénière de l'APN consacrée aux questions orales, soulignant que la société Naftal adopte une nouvelle politique d'investissement reposant sur un choix objectif des projets d'investissement dans ce domaine. Répondant à une question sur le retard accusé dans la réalisation du projet de centre de stockage de carburant à Djendjen (Jijel), le ministre a précisé que la société Naftal avait décidé de reporter ce projet, suite à une étude de faisabilité ayant démontré que ce dernier ne répondait pas aux conditions requises. Le premier responsable du secteur a rappelé, dans ce sens, la situation financière difficile que connaît la société Naftal et qui a empiré en raison de la crise sanitaire, cela contraint à adopter une nouvelle politique d'investissement reposant sur le choix objectif des projets d'investissement sur la base de la rentabilité, de la réduction des coûts et la rationalisation des dépenses. En réponse à une question sur l'établissement d'un réseau de raccordement au gaz dans plusieurs quartiers ne disposant pas de réseaux d'assainissement dans les régions de Machta, Adaya et Hamana à Mila, le ministre a affirmé que l'installation du réseau de gaz naturel dans les sites dépourvus de réseaux d'assainissement était interdite, en vertu des dispositions réglementaires en vigueur, notamment la circulaire du 4 mars 2021, relative aux caractéristiques et mesures techniques applicables à la réalisation d'installations de gaz naturel. Selon le ministre, il est possible d'installer des

conduites de gaz exceptionnellement dans les cas où les travaux sont en cours pour la réalisation des réseaux d'assainissement des agglomérations tout en prenant des précautions spéciales.

Le ministre a affirmé que l'interdiction imposée sur le raccordement des réseaux de gaz dans les sites qui ne disposent pas de réseau d'assainissement, est dictée par la préservation de la sécurité des personnes et des installations et les risques majeurs de la fuite éventuelle de gaz via les réseaux d'assainissement incompatibles ou les fosses d'aisances indivi-

duelles. À une question sur la non réalisation du projet d'Ecole régionale de Sonelgaz dans la wilaya de Ouargla, le ministre a indiqué que le groupe public a décidé de geler ce projet en 2016 pour des raisons financières, affirmant que cette wilaya dispose de structures et d'installations de formation que la société avait louées en adoptant, dans le contexte de la pandémie du Covid-19, une méthode de formation à distance et d'enseignement électronique ayant un impact positif sur la société.

Ania Nch

SOUS-RIRE

Un monde Hypocrite ...



CIMENTS D'ALGÉRIE

Exportation prévue de 1,5 million de tonnes en 2022

L'entreprise des ciments et dérivés (ECDE) de Chlef, filiale du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA), prévoit d'exporter courant de cette année, 1,5 million de tonnes de ciment vers des pays d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine, selon le Président directeur général, Kada Dinar. Lors de la visite de travail dans la wilaya de Chlef du ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, qui s'est rendu à la cimenterie pour s'enquérir de l'activité de la troisième ligne de production de ciment, le PDG de l'ECDE a déclaré, à l'APS, que ses services travaillent pour répondre à une commande d'exportation estimée à 1,5 million de tonnes de ciment vers des pays d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine. Selon Dinar, ce quota (1,5 million de tonnes) fait partie d'une commande nationale d'exportation de 3 millions de tonnes de ciment vers les mêmes destinations. A noter que l'entrée en exploitation d'une troisième ligne de production, destinée à l'exportation, a contribué à relever la capacité annuelle de production de la cimenterie de Chlef, qui produit également du clinker, de 2 millions à 4,2 millions de tonnes de ciment. La cimenterie de Chlef, filiale du GICA, est entrée en activité en 1982. L'usine qui approvisionne les wilayas dans le Centre et l'Ouest du pays, disposait de deux lignes de production d'une capacité de plus de 2 millions de tonnes de ciment.

S. O.

CYBERCRIMINALITÉ

Appels à la lutte contre l'analphabétisme technologique

Les participants au séminaire régional sur la cybercriminalité, organisé jeudi dernier à Blida, ont appelé à la sensibilisation des citoyens sur les dangers de l'usage des technologies, pour leur éviter d'être victimes du crime cybernétique. Les recommandations émises à l'issue de cette rencontre scientifique, abritée par la salle de conférence du siège de wilaya, ont été particulièrement axées sur les moyens de réduire les crimes cybernétiques, notamment à travers l'intensification des efforts pour l'ancrage d'une prise de conscience à l'égard de l'usage des nouvelles technologies, avec l'implication des médias, qui peuvent jouer un rôle important en la matière. À cela s'ajoute la diffusion du savoir technologique et la lutte contre l'analphabétisme technologique, considéré comme la principale cause des crimes informatiques, selon les intervenants à cette rencontre, qui ont, aussi, affirmé le rôle dévolu aux organes d'information dans le traitement des contenus fournis par les moyens technologiques. Les mêmes participants ont, par ailleurs, recommandé la création de professions dédiées à la protection des données personnelles en termes de traitement et de protection, à l'instar de celle de délégué chargé de la protection des données personnelles. Ils ont, également, insisté sur la nécessité de réglementer le secteur du commerce électronique, en raison du volume élevé des transactions, afin d'éviter leur exploitation à des fins d'escroquerie. L'autre recommandation, de cette rencontre, est celle relative à la mise en œuvre du projet de l'E-Gouvernement, en raison de son rôle dans la lutte contre la cybercriminalité.

A. N.